

LES COMBATS DE LA FRANCE DE NICE ET DU SUD-EST (1926-1930)

par Yvan GASTAUT

Résumé d'un mémoire de maîtrise sous la direction de M. SCHOR

- FICHE SIGNALÉTIQUE

NOM DU JOURNAL	" La France de Nice et du Sud-Est "
INDICATION ACCOMPAGNANT LE NOM	Grand Quotidien d'informations
LIEU ET SIEGE DE LA REDACTION	29 Boulevard Dubouchage à Nice et 10 Rue Blacas à Nice
PERIODICITE	Quotidien
MOMENT DE PARUTION	Matin
DATE DU PREMIER NUMERO	20 Février 1926
DATE DU DERNIER NUMERO	22 Mars 1930
ZONE PRINCIPALE DE DIFFUSION	La Côte d'Azur (de Menton à Saint-Raphaël)
PRIX	20 centimes puis 25 centimes.
FORMAT	60 x 40
NOMBRE DE PAGES	Maximum : 10 Minimum : 6
NOMBRE DE COLONNES PAR PAGE	7
ADRESSE DE L'IMPRIMEUR :	Salle des dépêches et Imprimerie 10 place Garibaldi à Nice
LIEU DE CONSERVATION DES COLLECTIONS	Archives Municipales de Nice : Collection reliée complète Archives Départementales de Nice : collection non reliée avec lacunes

D'après la méthode Jacques KAYSER dans le Quotidien français A COLIN Paris 1963

En février 1926 naissait à Nice un nouveau quotidien : La France de Nice et du Sud-Est.

Ce journal, lancé par A. Dubarry, marqua la vie politique régionale par ses prises de position originales durant ses quatre années d'existence.

Face aux deux grands quotidiens niçois, L'Eclaireur de Nice et Le Petit Niçois, bien implantés dans la région depuis la fin du XIXe, La France de Nice et du Sud-Est adopta une attitude originale basée sur un radicalisme résolument agressif et tourné vers la polémique.

L'étude des singularités de La France de Nice et du Sud-Est permet d'apporter un témoignage sur les tourments vécus en France pendant l'entre deux guerres, notamment le malaise politique et les incertitudes dans les relations internationales. De plus, ce journal et son directeur caractérisaient la vénalité de la presse pendant l'entre deux guerres. Les journaux en grand nombre et sans idéologie particulière vivaient au gré des soutiens financiers.

C'est par son énergie développée dans la lutte contre le fascisme sur la Côte d'Azur que le journal connut une certaine notoriété. Depuis l'avènement du fascisme en Italie, la Côte d'Azur qui servait déjà de zone d'accueil aux travailleurs immigrés italiens, devint une véritable terre d'exil pour les opposants politiques italiens.

En 1926, cette immigration atteignit son point culminant à Nice lors de la parution de *La France de Nice et du Sud-Est*.

Ce combat, principalement, et ceux menés en politique nationale, internationale et locale, borneront cette étude. Car combattante avant d'être radicale, *La France de Nice et du Sud-Est* conjugait ses efforts sur trois fronts : politique, national et international, antifascisme, propagande antimunicipale.

I - PRESENTATION DU JOURNAL

A - Une personnalité liée à celle de son directeur A. Dubarry

La France de Nice et du Sud-Est était en quelque sorte une filiale régionale du quotidien parisien La Volonté. Dubarry était le directeur de ces deux journaux. Considéré comme "l'un des personnages les plus curieux de l'histoire du journalisme" (1), fervent de notre Riviera, Dubarry était devenu en 1925 le maire de Beaulieu. Il décida en créant La France de Nice et du Sud-Est de poursuivre son implantation sur la Côte d'Azur au niveau politique.

Homme d'affaire plus que journaliste, ce "radical faisandé" (2) était capable des pires alliances pour augmenter ses tirages (3). Compromis dans "l'affaire du krach de la gazette du franc", en 1928, inculpé dans l'affaire Stavisky en 1934. Dubarry n'avait pas une bonne réputation. Le Coq (4) l'accusa d'avoir voulu vendre sa page italienne de La France de Nice et du Sud-Est à Mussolini, et que face au refus de celui-ci il la céda aux antifascistes. Le directeur de La Volonté savait que son journal, pour réussir, devait se constituer une clientèle potentielle. Il la trouva avec les immigrés italiens au moyen de la page italienne.

Dubarry, homme d'expérience, était très imbu de sa personne, il déclara : La France de Nice et du Sud-Est est sûre de moi comme je suis sûr d'elle". Il était partisan de la libéré, l'effort et la volonté. Il alimentait volontiers les polémiques dans ses leader (6). Le journal était bien à l'image

de son directeur : haute tenue, forte personnalité et combattante. Il le qualifiait de "Grand quotidien d'informations"..

B - Evolution interne du journal

Les quatre années de parution de La France de Nice et du Sud-Est se divisent en deux étapes bien distinctes.

1 - DE FEVRIER 1926 A JANVIER 1928

Cette période est marquée par A. Dubarry et son rédacteur en chef E. Peguilhan qui donnent au journal une optique de combat.

La France de Nice et du Sud-Est se lia à divers groupements de gauche tels que "La ligue des droits de l'Homme", la "L.I.D.U." ou les partis antifascistes italiens. Le journal connut un vif succès, ses tirages augmentèrent et de nombreuses idées apparurent. Ce fut sa période prospère.

Dubarry en résumait son état d'esprit : "La France de Nice et du Sud-Est est un organe libre aussi complètement et rapidement informé, réunissant l'aspect d'un grand quotidien parisien et celui d'un journal local" (7).

Le journal avait trouvé autour de ses combats une unité qui lui donna une certaine influence sur la Côte d'Azur.

2 - DE JANVIER 1928 A MARS 1930

Les lecteurs du journal assistèrent le 1.1.1928 à un coup de théâtre : A. Dubarry, débordé par ses dépenses, annonça son départ du journal. Attiré par d'autres affaires, Dubarry emporta avec lui la dynamique de son journal. Gustave de Caunes fut nommé directeur, L. Darres rédacteur en chef.

Peu à peu le journal déclina et son esprit de combat disparut. Excepté lors des consultations électorales, il se borna à publier des informations sans analyses.

En 1929, le journal se portait mal. Des rubriques comme "la pagina italiana" disparurent et les articles devinrent de moins en moins étoffés. En mars 1930, miné par les difficultés financières il cessa sa publication.

C - Organisation formelle et rédactionnelle

La France de Nice et du Sud-Est comptait en général huit pages sur sept colonnes :

- la 1ère page : vitrine du journal ; sa présentation très soignée mettait en évidence les leader véritables analyses politiques. Le reste de la page était occupé par les informations qui faisaient l'événement surtout au niveau national.

- la 2ème page : série de dépêches internationales plus une rubrique spectacle.

ORGANIGRAMME DE " LA FRANCE DE NICE ET DU SUD-EST "
EN 1926

DIRECTEUR : ALBERT DUBARRY

REDACTEUR EN CHEF : EDOUARD PEGUILHAN

SECRETARE GENERAL DES SERVICES : GUSTAVE DE CAUNES

ADMINISTRATION : BOUSSARD ET BONNEFOY

COLLABORATEURS LITTERAIRES
SEVERINE - VICTOR MARGUERITTE - PAUL REBOUX

COLLABORATEURS POLITIQUES
L. ANTERIOU (Député) - P. AUBRIOT (Député de Paris)
L. BOYSSOU (Député) - C. CHAUMET (Ancien Ministre)
H. MICHEL (Député) - A. DOMINIQUE (Avocat)
J. DUBOIN (Député) - P. PASQUET (Sénateur)
R. PETRI (Député Corse) - M. QUEVILLE (Député)
A. RAYNAUD (Député Var)

COLLABORATEURS LITTERAIRES
H. BERARD - P. BONARDI - H. CHAMPLY - L. DEUTSH - F. GRENIER
J. GERMAIN - A. GYBAL - J. JOLINON - J. KESSEL - A. LENEKA
P. LOMBARD - R. MARAN - L. MARTIN - G. PIOCH - M. ROSTAND
G. SCHMITT - H. SPONT - TITANYA - VALMY BAYSSE - M. VERNE

COLLABORATEURS LOCAUX
ARDAVANNE - A. BRIA - D.R. BURG - J. COSTE - G. CORBIER
L. DARRES - R. D'ARIES - Dr DESJARDINS - FORICHON
LAMORAY - MARTINI - GOUBERT - P. ROCHER - A. SAYTOUR

ORGANIGRAMME DE " LA FRANCE DE NICE ET DU SUD-EST "
EN 1928

DIRECTEUR : GUSTAVE DE CAUNES

SECRETAIRE GENERAL DE LA REDACTION : LOUIS DARRES

ADMINISTRATEUR DES SERVICES : A. MASSIERA

SECRETAIRE DE LA DIRECTION : CHARLES DE RICHTER

SECRETAIRE DE LA REDACTION : LAMBORAY

COLLABORATEURS

Dr BURG - CHAPLIN - D'ARIES - HUGUES
LAYRAC - LESUEUR - MARTINI - MONTAGNE
MARRE - A. NEGIS - ROBINSON - V. SAYAC - SEMERIA - TAPPE

- la 3ème page : informations sur la vie à Nice ; utilisée pour les campagnes antimunicipales et électorales.

- la 4ème page : page régionale

- la 5ème page : page pratique et de servitudes

- la 6ème page : page italienne

- la 7ème et la 8ème page : réservées aux annonces et publicités

La France de Nice et du Sud-Est présentait une diversité d'unités rédactionnelles avec informations brutes, articles, extraits de presse, lettres.

D - La source des articles

Les articles du journal avaient trois origines :

- articles élaborés par les journalistes de La France de Nice et du Sud-Est

- ceux élaborés à Paris par les journalistes de la Volonté

- ceux élaborés à Nice par les journalistes locaux
- articles fournis par les collaborateurs attachés à la rédaction mais n'en faisant pas partie
- articles fournis par des rédacteurs extérieurs : signatures.

II - LES COMBATS DE POLITIQUE NATIONALE ET INTERNATIONALE

La France de Nice et du Sud-Est fut fortement imprégnée de la philosophie radicale. Ces principes revenaient souvent dans les idées et les analyses des journalistes, et notamment :

- la Révolution de 1789- C'était la référence suprême pour La France de Nice et du Sud-Est. E. Peguilhan estimait que c'était le "seul éclair dans les ténèbres" (8). Albert Dubarry, grand défenseur de l'idée républicaine pensait qu'il fallait à tout prix sauver l'idéal démocratique du pays.
- une référence aux écrivains du XVIIIe et XIXe. La France de Nice et du Sud-Est avait une vocation littéraire et publiait de nombreux leader à ce sujet.
- le rationalisme. Dubarry affirmait : "La raison finit toujours par avoir raison" (9). Pour La France de Nice et du Sud-Est la raison, commune à une majorité d'hommes, doit gouverner pour préserver la liberté.

Cette notion se liait dans les articles à celles de "bon sens" et d'"effort". Le journal ne tolérait aucun extrémisme. Dubarry adopta une ligne de conduite basée sur la clarté, se désignant comme le représentant des républicains de toute nuance (10).

- le patriotisme. Fidèle à ses racines et à son passé, une véritable satisfaction d'appartenir à la nation française se dégageait du journal. La France de Nice et du Sud-Est avait également une seconde fierté : la Côte d'Azur. De nombreux articles évoquèrent les beautés de la région
- un idéal de société de classes moyennes. La France de Nice et du Sud-Est s'exprimait au nom de l'homme de la rue. Elle défendait ses valeurs : respect du travail, des anciens, des morts ; éloge de la famille, des fêtes populaires, de la cuisine. José Germain affirma : "Il faut sauver la patrie dont les idées sont celles de l'homme moyen" (11).
- la défense de certaines catégories sociales. Les paysans : La France de Vice et du Sud-Est s'inquiéta des problèmes causés par la crise agricole. Les femmes : un vaste débat s'ouvrit dans les colonnes du journal sur le rôle véritable de la femme (12). Les étrangers : La France de Nice et du Sud-Est évoqua la question des étrangers et se montra favorable à une immigration contrôlée. "Récupérer, avec une sélection prudente des étrangers pour combler les vides" (13).
- la laïcité. La France de Nice et du Sud-Est considérait l'enseignement comme un fondement de la pensée radicale. L'éducation pour ses journalistes devait être une et obligatoire par l'école de la république. Victor Basch précisa : "La vraie liberté de l'enseignement c'est l'enseignement de la liberté" (14).

A- Les combats de politique nationale

Dubarry, Peguilhan et leurs collaborateurs effectuaient une fine analyse de la situation politique en France.

Le journal se montrait très critique vis à vis de la classe politique, l'accusant de ne pas remplir son rôle, définissant un programme d'action qui dépassait le cadre du journalisme et proposant au lecteur d'agir et de se rassembler.

Le journal n'hésita pas à s'en prendre au parti radical. Sa position, une sorte de "radicalisme de combat" mené par des gens d'action, était donc originale.

Le 11 mai 1924 on assista au triomphe des républicains lors des élections législatives : ce fut la constitution du cartel des gauches. Mais très vite à partir de 1925 de gros problèmes financiers gênèrent la politique du cartel, et en juillet 1926 R. Poincaré fut nommé président du Conseil après une succession de gouvernements éphémères pour redonner la confiance au pays.

La France de Nice et du Sud-Est, dans ce contexte troublé, adopta une double attitude : d'une part elle critiqua la classe politique et d'autre part elle fit des propositions pour résoudre la crise.

1 - UNE CRITIQUE DE LA CLASSE POLITIQUE

- Contre les parlementaires

La France de Nice et du Sud-Est les accusait de ne faire qu'alimenter "des querelles de palais" et de ne pas se préoccuper suffisamment des réalités et des besoins de la population.

Le journal demanda même en 1926 une dissolution de l'Assemblée nationale : "Le peuple de France est las de paroles, il faut en finir avec la confusion entre les partis et les hommes politiques" (15). Pour La France de Nice et du Sud-Est l'homme politique ne servait à rien".

- Contre le cartel des gauches

La France de Nice et du Sud-Est considérait que le cartel était un réel échec. Dubarry, qui avoua son enthousiasme au départ, tira un bilan négatif de cette expérience : "Le cartel ne construit pas, il démolit. Il s'est disloqué. Ce ne sont pas les militants qui sont responsables mais leurs chefs qui n'ont pas su s'entendre" (16).

Le directeur de la France de Nice et du Sud-Est en voulait particulièrement à certains animateurs du cartel. "Le cartel a réussi sa politique extérieure mais il a échoué en politique intérieure à cause de grosses maladroites. On a ressuscité le passé alors qu'il fallait des forces nouvelles" (17)-

- Contre la politique de R. Poincaré et le gouvernement d'Union nationale

Chargé par G. Doumergue de constituer le gouvernement, R. Poincaré fut mal accueilli par la presse de gauche.

La France de Nice et du Sud-Est qui avait espéré un temps J. Caillaux exprima son mécontentement : "Ce cabinet est un défi au bon sens et à la raison" (18)). E. Peguilhan estima que l'Union nationale pratiquait une politique à courte vue, sa seule stratégie étant d'augmenter les impôts pour obtenir de l'argent (19)•

Face à ces méthodes de redressement singulières, La France de Nice et du Sud-Est dénonça l'alliance entre Poincaré et la finance anglo-saxonne qui lui permettait d'avoir des appuis en milieux financiers face à la crise.

Le journal resta hostile à Poincaré jusqu'en 1928. Par la suite, face aux succès du président du Conseil il estompa ses critiques.

2 - DES PROPOSITIONS POUR RESOUDRE LA CRISE

Au-delà des critiques, la France de Nice et du Sud-Est proposa un programme d'actions à développer pour résoudre la crise politique :

- la stabilité monétaire. E. Peguilhan s'insurgea en août 1926 contre toute spéculation sur le Franc.
- la défense du scrutin d'arrondissement. Bien dans l'esprit radical, le journal défendait le scrutin d'arrondissement. A. Dubarry déclara : "La proportionnelle est bâtarde et porte la responsabilité de l'impuissance parlementaire. Le scrutin d'arrondissement permettrait à chaque parti de se présenter seul avec son programme" (20). Le scrutin d'arrondissement fut adopté en 1927. le journal s'en félicita.
- le soutien à J. Caillaux. La France de Nice et du Sud-Est entretenait son caillautisme. A. Dubarry qui était son ami tenta de faire en sorte que Caillaux devienne président du Conseil, en publiant de nombreuses éloges sur sa personne : "c'est le seul homme capable de sauver la patrie" (21).
- la création d'un nouveau parti. A. Dubarry avait un projet qui lui tenait à cœur : devenir député. Il voulait y parvenir par le biais d'un nouveau parti dont il serait l'animateur. Ce vaste mouvement s'appellerait "le parti des républicains constructeurs" (22). Dubarry, aidé par ses collaborateurs, évoque la nécessité de ce nouveau parti en 1926 et 1928. Son idée, après plusieurs tentatives de relance, ne vit pas le jour et ce parti sans appuis politiques ni financiers tomba dans les oubliettes. La gauche désunie échoua aux élections législatives de 1928 de même que Dubarry.

La France de Nice et du Sud-Est, par ses nouvelles idées, s'inscrivait dans un nouveau courant politique. Il consistait à se débarrasser des vieilles formules, réorganiser un Etat de type dirigiste et corporatiste avec plus d'exécutif.

B - Les combats de politique internationale

En 1926, de nombreux problèmes issus de la guerre restaient encore à régler et notamment sur le plan diplomatique, l'occupation rhénane, les dettes allemandes, le traité de Versailles.

L'arrivée de la gauche au pouvoir et d'Aristide Briand aux Affaires étrangères contribua à une certaine détente diplomatique avec notamment le plan Dawes (1924), la conférence de Locarno (1925), le pacte Briand-Kellog (1928).

La France de Nice et du Sud-Est s'inscrivait dans ce courant d'apaisement des tensions internationales. Elle saluait avec enthousiasme toutes ces mesures. Le journal admirait A. Briand et soutenait le ministre dans tous ses combats.

- La paix

De très nombreux articles entre 1926 et 1930 militaient pour la paix. Ce combat fut l'œuvre

de l'ensemble du journal où une quarantaine de journalistes oeuvraient pour la paix. F. François Marsal déclara : "Plus jamais la guerre ne paiera" (23).

- Volonté de réconciliation avec l'Allemagne

Parallèlement à son combat en faveur de la paix, la France de Nice et du Sud-Est menait une campagne en faveur d'une réconciliation franco-allemande basée sur le pardon et l'amitié entre les deux peuples (24). Dubarry précisa : "L'accord franco-allemand est le pivot de toute construction européenne. Ces deux pays se complètent (...) ils doivent devenir deux démocraties constructrices et non deux militarismes agressifs" (25). Pour la France de Nice et du Sud-Est, l'accord franco-allemand constituait une véritable nécessité.

- Vers les Etats-Unis d'Europe. Réaliser l'unité européenne était un projet qui tenait à cœur de Dubarry. Cette idée, très moderne en 1926, n'était réalisable que si les deux premiers combats aboutissaient (paix + alliance franco-allemande). Dubarry estimait ce projet essentiel : "Nous sommes malades. Réorganisons-nous les Etats Unis d'Europe sont une nécessité urgente et vitale" (26). Pour la France de Nice et du Sud-Est, on ne pouvait pas redresser la France si on ne redressait pas l'Europe. Pour l'époque cette volonté d'universalité semble d'un optimisme démesuré, l'idée européenne n'en était alors qu'à ses premiers balbutiements.

- Contre la finance anglo-saxonne. Le journal et surtout son rédacteur en chef E. Peguilhan éprouvaient de l'antipathie pour l'Angleterre pour des raisons souvent économiques. La France de Nice et du Sud-Est accusa la finance anglo-saxonne (Grande-Bretagne + USA) d'asservir par sa puissance l'économie européenne : "Le monde est régi par cette finance cosmopolite qui est une puissance occulte. Entre New-York et Londres il y a une dictature de l'argent. Pour eux, les peuples sont des machines à produire (27).

MARDI 28 AOÛT

CONSULTATIONS GRATUITES

BRUSSE, BARBENT -
14, RUE D'ORSAY -
NICE



Institut Dentaire

DR. H. BRUSSE

ÉTABLISSEMENT 50 N° -
14, Avenue d'Orsay - NICE

LA FRANCE DE NICE ET DU SUD-EST

GRAND QUOTIDIEN D'INFORMATIONS

ADMINISTRATION - RÉDACTION :
95, N° Dubouché - T. 4.12 - 12.16

Le N° 3441 - 22 Cent.

IMPIMERIE - SAUL DE DÉPREZIERE,
16, Place Drouot - T. 5.44

1928. - 3^e ANNÉE. - N. 341

La plus facile organisation de L'Élixir
pour tout ce qui concerne l'Asie

Place de Paris - Ateliers de réimpression
MARTELL FRÈRES & C^o
S.A.A.A.
23, Rue de la Boétie, 23
Nouveaux N° 13, Rue Bayen - Tél. 8 20 70

LE PACTE KELLOGG A ÉTÉ SIGNÉ, HIER, A PARIS



Cet événement marque une date nouvelle dans l'Histoire de l'Humanité

Pour la première fois, à la face du monde, la guerre
évoquée et consentie, considérée jadis comme de droit
divin, est enfin destituée juridiquement" A. BRIAND.



LA CÉRÉMONIE AU QUAI D'ORSAY

Les photographes des grandes
prouesses de 15 ans ont individué
leur sujet hier, 27 août, au Quai
d'Orsay, à Paris. Ils ont obtenu le
privilege de filmer les négociations
entre les deux hommes d'Etat.
M. Kellogg, en arrivant par
voiture à 10 heures.

Les photographes ont commencé
à travailler à 10 heures, au moment
où M. Kellogg, accompagné de
M. Briand, est descendu de son
voiture dans la cour de la gare.
Ils ont filmé les deux hommes
qui se sont rencontrés dans le
couloir de la gare.

Le lendemain de ce jour-là, M. Kellogg
est allé à l'Assemblée nationale
à Paris, où il a prononcé un
discours.

M. Kellogg est allé à l'Assemblée
à Paris, où il a prononcé un
discours.

Un espoir pour l'humanité

Les deux hommes d'Etat se sont
rencontrés hier à Paris, au Quai
d'Orsay, à la suite de leur
entrevue à Washington, le 24 août.
M. Kellogg, ministre des Etats-Unis,
et M. Briand, ministre des Affaires
étrangères de France, ont signé
un traité de non-agression.

Le traité de non-agression

Ce traité, qui est le premier d'une
série, stipule que les deux pays
s'engagent à ne pas recourir à la
force pour résoudre leurs différends.
Il est considéré comme un pas
important vers la paix mondiale.

Le maréchal Foyelle est décidé hier matin à Paris

Le maréchal Foyelle est allé
à Paris, où il a eu une entrevue
avec le Président de la République.
Il a été nommé commandant en chef
de l'armée de la Haute-Savoie.

Thé au Salon de l'Élysée

Un grand nombre de
personnalités ont été présentes
à ce salon. M. Briand a
prononcé un discours sur la
situation internationale.

M. Kellogg a également
participé au salon et a
prononcé un discours sur
la politique des Etats-Unis.

LE TEXTE DU TRAITÉ DE PAIX

Le traité de non-agression
signé hier à Paris par M. Kellogg
et M. Briand stipule que les deux
pays s'engagent à ne pas recourir
à la force pour résoudre leurs
différends.

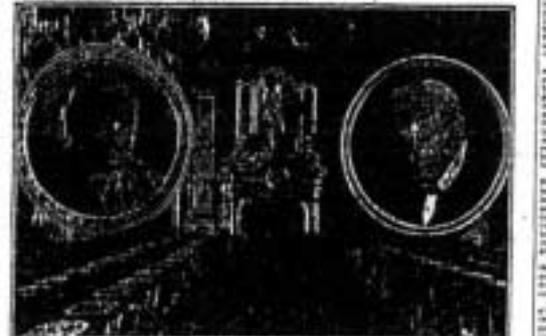
Le traité est considéré comme
un pas important vers la paix
mondiale.

L'étrange histoire d'une jeune femme qui est un homme

Une jeune femme a été
découverte hier à Paris.
Elle se fait passer pour un
homme et travaille dans
un atelier.

Le conflit d'Alsace

Le conflit d'Alsace a été
discuté hier au Sénat.
M. Briand a prononcé un
discours sur la situation.



Le complot de guerre est avorté

Un complot de guerre a été
avorté hier à Paris.
Les auteurs ont été arrêtés
par la police.

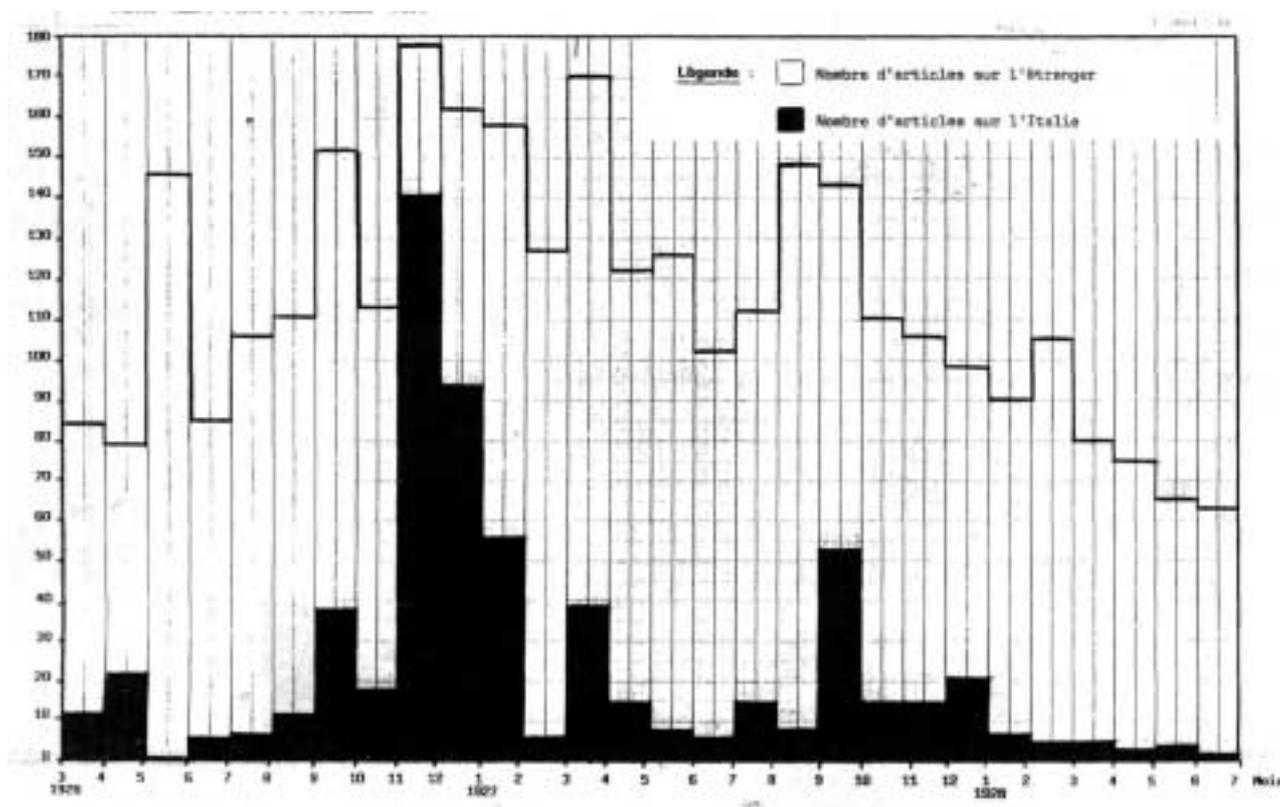
Emplois offerts

Des emplois sont offerts
à des personnes intéressées
à travailler.

En famille

En famille, on a discuté
la situation internationale.

NOMBRE D'ARTICLES SUR L'ITALIE PAR RAPPORT AUX ARTICLES SUR L'ETRANGER SUR LA " UNE " DU JOURNAL ENTRE MARS 1926 ET DECEMBRE 1927.



La France de Nice et du Sud-Est ne se borna donc pas à diffuser des informations. Elle expliqua et anticipa les événements jusqu'au bout par ses leader et éditoriaux.

Après le départ de Dubarry en 1928 la France de Nice et du Sud-Est perdit son caractère combattant en politique nationale ; acquis à la politique de Poincaré, le journal espaça ses critiques. Par contre les combats de politique internationale demeurèrent jusqu'au bout.

III - LE COMBAT ANTIFASCISTE

Entre 1926 et 1928 la France de Nice et du Sud-Est mena une lutte très violente contre le fascisme. Ce combat, le plus important et le plus significatif, s'engageait sur tous les fronts : critique du régime fasciste et de Mussolini, dénonciation des menées fascistes sur la Côte d'Azur et création d'une page italienne rédigée par les "fuorusciti".

Les Italiens constituaient entre 1919 et 1939 les trois quarts de la population étrangère de la Côte d'Azur et le quart de la population totale des Alpes-Maritimes.

Le combat antifasciste de la France de Nice et du Sud-Est connut deux temps forts : de septembre 1926 à janvier 1927 puis de septembre 1927 à décembre 1927- Par ses propos, le journal inquiétait les Niçois et alourdissait un climat déjà tendu sur la Côte d'Azur.

Pendant son combat les articles consacrés à l'Italie et le fascisme prenaient une grande part des articles consacrés à l'étranger. Cette lutte était orchestrée de Nice par E. Peguilhan avec la bienveillance de Dubarry et pour la "pagina italiana" par Luigi Campolonghi.

A - Les origines du combat : importance de l'année 1926

Tous les éléments qui entrèrent en jeu dans le combat antifasciste de la France de Nice et du Sud-Est se mirent en place en 1926.

- 1926 : année de renforcement du régime fasciste en Italie

A partir de 1925 l'Etat fasciste se mit en place. En 1926 furent votées les lois fascistissimes et Mussolini put faire seul la loi sans en référer au Parlement. Le processus de fascisation de l'Etat désormais aboutissait. Traqués, les opposants politiques émigraient en masse vers la France.

La France de Nice et du Sud-Est apparut à un moment favorable pour donner à ces réfugiés une tribune et s'attirer une clientèle.

- 1926 : période de tensions diplomatiques entre la France et l'Italie

A partir de 1925 les relations franco-italiennes entrèrent dans une période d'instabilité. Entre 1925 et 1927 on notait une très forte tension alors qu'une détente intervint en 1928-1929. Ces problèmes émanèrent de l'ambiguïté des propos de la part des deux gouvernements. Le point culminant de la tension franco-italienne intervint en novembre 1926 lorsque la France de Nice et du Sud-Est parla d'une menace de guerre imminente.

1926 : point culminant de l'immigration italienne dans les Alpes-Maritimes

En 1926 on recensait 105 000 Italiens dans les Alpes-Maritimes (contre 75 000 en 1921 et 100 000 en 1931). Les transalpins représentaient 70 % de la population étrangère et 24 % de la population de Nice.

- 1926 : série d'attentats contre Mussolini

Cette année-là fut marquée par une série d'attentats contre le Duce.

Le 7 avril 1926, Violette Gibson tira un coup de feu sur Mussolini ne le blessant que légèrement.

Le 11 septembre 1926 une bombe fut envoyée sur la voiture du Duce par Lucetti, un communiste, mais elle n'explosa pas au bon moment.

Le 31 octobre 1926, quelqu'un tira sur le Duce à Bologne sans l'atteindre. Zamboni, supposé coupable, fut lynché sur place par la foule. Aucune preuve de sa culpabilité ne fut apportée.

Ces attentats eurent pour effet de déchaîner en Italie une vague de gallophobie alimentée par la presse fasciste.

B - L'enjeu du combat : un conflit franco-italien

Dès 1926 la France de Nice et du Sud-Est véhicula une idée inquiétante : l'imminence d'une guerre franco-italienne. "Une petite armée peut enlever Nice instantanément, tout est rassemblé de l'autre côté pour cela" (28).

En novembre 1926 le journal publia des nouvelles de plus en plus alarmantes : "Cette nuit, à la sortie des spectacles, les conversations étaient très animées. Le bruit courait que des gendarmes et des soldats gardaient la préfecture, le central téléphonique et les gares de villes de la Tinée" (29).

La France de Nice et du Sud-Est se défendait de vouloir paniquer la population mais il tenait à être réaliste : "(...) Gardons notre sang froid. Mais il y a des symptômes suspects, il faut prévoir la catastrophe" (30). Pour le journal, la logique de l'état fasciste menait à la guerre contre la France. Le climat était si lourd dans les Alpes-Maritimes qu'on accusa le journal de favoriser l'éclosion du conflit.

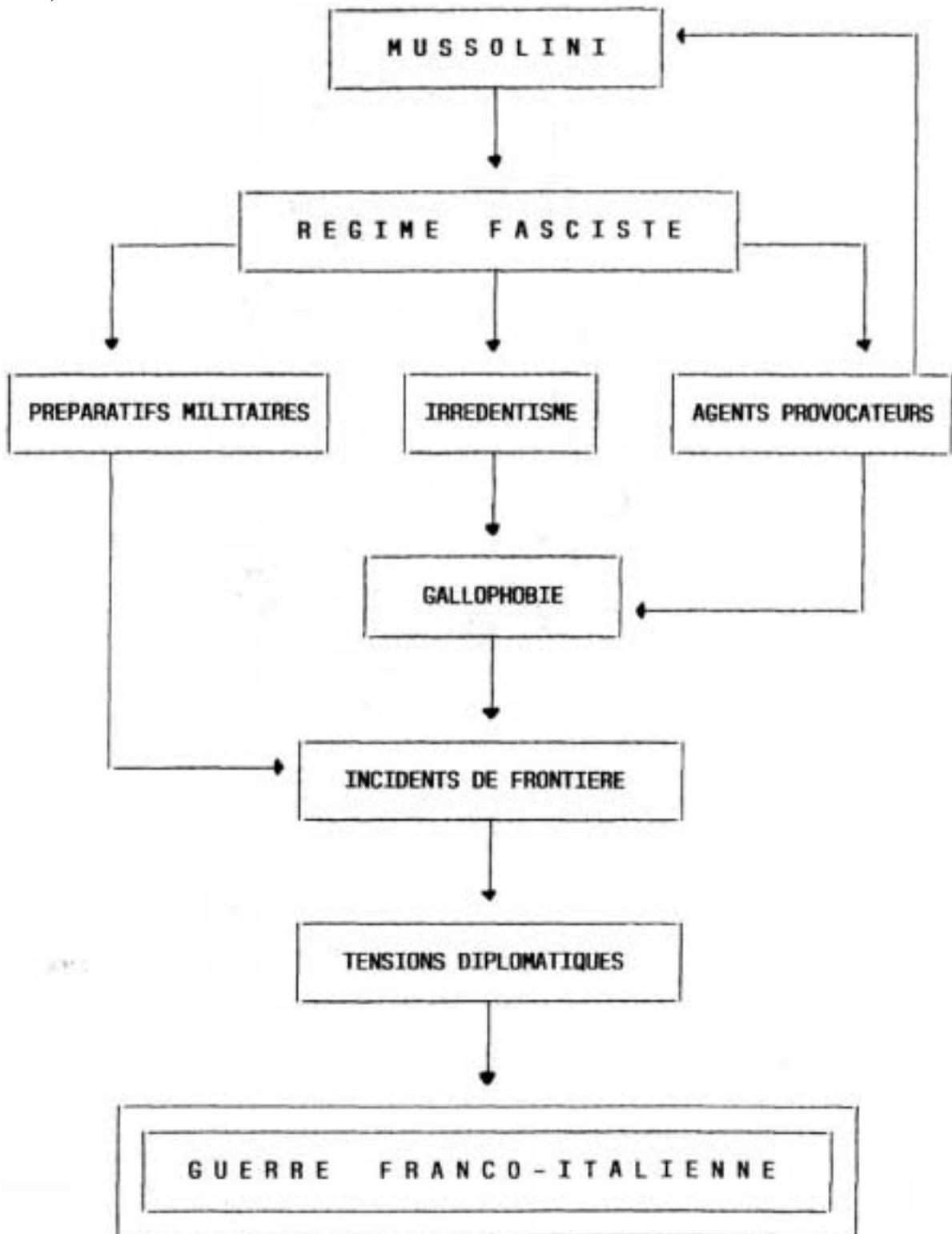
Tous les actes fascistes sur la Côte d'Azur se rejoignaient dans un même dessein pour la France de Nice et du Sud-Est : déclarer la guerre à la France. On y trouve :

- les ambitions de Mussolini
- la gallophobie italienne
- les incidents de frontière
- les manoeuvres fascistes sur la Côte d'Azur.



Une caricature inquiétante de MUSSOLINI
" La France de Nice et du Sud-Est " le 20 Novembre 1926

LE PLAN FASCISTE POUR PROVOQUER UNE GUERRE FRANCO-ITALIENNE QUE VOULAIT DENONCER " LA FRANCE DE NICE ET DU SUD-EST " EN 1926 (c'était l'enjeu de son combat)



1 - LES AMBITIONS DE MUSSOLINI

La France de Nice et du Sud-Est portait ses attaques sur la personnalité du Duce. Il incarnait l'âme du fascisme. E. Peguilhan s'attacha à montrer que les ambitions du Duce constituaient un péril pour la France. Pour plusieurs raisons le journal voulait prouver que les prétentions de Mussolini étaient dangereuses pour la Côte d'Azur.

- Un homme dangereux

Par ses titres, ses photographies ou caricatures, le journal poussait à croire que Mussolini était capable du pire. Il représentait le mal absolu, on lui reprochait sa mégalomanie et son narcissisme.

Le doute portait à la fois sur :

- son passé équivoque : il passa d'une idéologie socialiste-révolutionnaire à une idéologie nationaliste pendant la guerre de 1914-1918.
- son esprit machiavélique : la France de Nice et du Sud-Est liait Mussolini au personnage Machiavel. Le Duce appliquait ses méthodes dans le domaine du pouvoir. "Ruinez qui pourrait vous ruiner, assassinez votre voisin qui pourrait devenir assez fort pour vous tuer" (31).
- des attitudes et des discours contradictoires : la France de Nice et du Sud-Est dénonça les paradoxes du Duce qui constituaient un danger pour la France : "Tantôt il est miel, tantôt il est vinaigre, c'est la tactique des sots" (32). Pour Peguilhan, ces contradictions étaient mûrement calculées pour déclencher un conflit de manière plus sournoise.
- un hypnotiseur de foule : la France de Nice et du Sud-Est nota que le fascisme était devenu une véritable religion d'état grâce à Mussolini. Harry Mitchell, journaliste qui s'occupa de démystifier le Duce, nota : "Le Duce est un merveilleux enchanteur de foule, il parle devant des mers humaines hypnotisées" (33)• Peguilhan en conclut que le peuple italien était préparé à une guerre contre la France.
- **Des intentions belliqueuses contre la France**

L'ambition de Mussolini était de faire la guerre. Il voulait comme ses ancêtres antiques étendre ses frontières. V. Basch déclara : "Tout tyran a besoin d'entretenir quelque semence de guerre afin que le peuple sente qu'il a besoin d'un chef" (34).

Les visées de Mussolini se portaient plus particulièrement vers la France pour plusieurs raisons :

- démographique : l'Italie était en pleine expansion et la France au contraire en baisse de population suite à la guerre.
- historique : le Duce misa sur la récupération de terres qui avaient appartenu autrefois à l'Italie des royaumes. Ces terres irrédentes appartenaient en majorité à la France : la Corse, la Savoie, la Tunisie et le comté de Nice.
- politique : outre le préjugé défavorable de Mussolini contre la révolution, le Duce s'estima lésé par la conférence de paix à l'issue de la guerre de 1914-1918 et accusa la France.

Face aux directives guerrières de Mussolini, l'inquiétude grandit chez les Niçois, d'autant que l'armée italienne en 1926 se renforça aux frontières françaises. La France de Nice et du Sud-Est estima : "Le Duce pousse les milices à préparer les Italiens à la vie militaire" (35).

L'armée italienne effectua six mois de travaux offensifs sur les Alpes, près de la frontière. E. Peguilhan nota que des centaines de milliers de mitrailleuses et de canons se succédaient sur trente kilomètres au-dessus de San Remo (36). Le journal s'inquiétait de plus en plus : "qui est visé par cet armement ? Pourquoi veut-on la guerre ?" (37).

Très alarmiste la France de Nice et du Sud-Est voulait dénoncer toutes les manœuvres belliqueuses de Mussolini. Elle prenait ses menaces au sérieux.

2 - LA GALLOPHOBIE ITALIENNE

A la suite de l'attentat de Lucetti contre Mussolini le 11 septembre 1926, le régime fasciste déclencha une violente campagne antifrançaise, relayée par la presse italienne. On accusa la France d'abriter les opposants au régime et d'organiser des attentats contre Mussolini.

Des incidents éclatèrent en Italie et en Corse. La France de Nice et du Sud-Est n'hésita pas à grossir ces événements pour montrer que cette gallophobie n'était qu'un prétexte pour déclencher un conflit contre la France. Le journal nota que le sentiment antifrançais était dû à un profond malentendu entre les sœurs latines. Ce malaise, pour la France de Nice et du Sud-Est était uniquement l'œuvre du régime fasciste car les deux peuples se ressemblaient et s'appréciaient. V. Basch affirma : "Il n'y a pas d'excitation contre la France que n'ait créée le Duce" (38).

Plus calcul qu'instinct, la montée de la francophobie était entretenue par la presse et E. Peguilhan déclara : "Les attaques systématiques de la presse italienne contre nous n'ont pas d'autre but que de préparer un conflit" (39).

Face à ce danger la France de Nice et du Sud-Est en profita pour alimenter son combat antifasciste et préconisa l'action.

3 - LES INCIDENTS DE FRONTIERES

A partir de 1926 la frontière franco-italienne fut le théâtre de nombreux incidents. La France de Nice et du Sud-Est cherchait à exploiter les événements en les amplifiant souvent de manière démesurée. Le journal voulait qu'on prenne des mesures de sécurité face au danger fasciste.

Les incidents de frontières relatés dans la France de Nice et du Sud-Est se séparent en trois parties.

- L'épisode des incidents de Vintimille (novembre 1926) (40)

Le premier novembre 1926 une bagarre entre fascistes et cheminots français intervint à la gare internationale de Vintimille. La France de Nice et du Sud-Est en profita pour développer son combat antifasciste et ouvrir une enquête, de sorte que cet événement fit la "une" durant plusieurs jours. Le journal donna la parole aux cheminots français qui obtinrent le transfert des services français en gare de Menton.

Il faut en finir !

GRAVES INCIDENTS A LA FRONTIERE

Le territoire français est violé par des carabiniers italiens à la recherche d'un bandit

De nouveaux incidents, qui auraient pu avoir les plus graves conséquences à Menton, se sont produits hier à Vintimille. Voici les faits :

Vintimille, au départ du train-omnibus 292, à 17 h. 20, un carabinier aperçut un individu monté à contre-voie sur le marchepied. Il se précipita pour le sommer de descendre, mais il tombe, mortellement blessé de deux coups de revolver.

La police italienne, alertée, fait aussitôt atteler un fourgon à une locomotive, qui suit le train français jusqu'à Menton, où elle arrive après le départ de ce train, qui avait été, d'ailleurs, soigneusement et vainement inspecté par ses gendarmes, sur réquisitions du commissaire spécial Nogué, prévenu téléphoniquement de l'incident.

Dans le fourgon Italien avaient pris place les commissaires de la sûreté italienne Bonnet et d'Ambroazi, six agents en civil, seize carabiniers et... l'inspecteur de la police spéciale française Suzani.

A 18 h. 15, la machine italienne restre en gare de Menton. Les commissaires italiens et l'inspecteur français descendent aussitôt du fourgon pour « expliquer » à M. Nogué, qu'ils avaient aperçu, trouver, sur la voie ferrée, l'individu monté à contre-voie à Vintimille, et qui tira deux coups de feu sur le carabinier Brendolo qui voulait l'arrêter.

D'après eux, il s'agit d'un certain Nino Polastro, assassin présumé de l'employé du consulat d'Italie à Nice, Gavariani, et des deux carabiniers tués le lendemain.

A ce moment, M. Nogué n'est pas peu surpris de recevoir la visite du lieutenant des carabiniers de Vintimille, accompagné du vice-commissaire italien de service au Pont Saint-Louis, qui ont franchi la frontière, en automobile, avec l'autorisation du commissaire français à la douane.

Le lieutenant s'excuse de se montrer en uniforme sur notre territoire et prétend de son vil désir d'arrêter Nino Polastro.

A 18 h. 30, la machine italienne repart pour Vintimille avec ses « voyageurs », tandis que l'automobile du lieutenant repasse le Pont Saint-Louis, sans nulle autre forme de procès.

Ces nouveaux incidents ne sont pas faits pour calmer les esprits surexcités. Nous comprenons le servilisme de la police italienne, que trois attentats commis dans son pays ont exaspérés. Nous ne comprenons pas, en revanche, son entrée en France.

Mais il s'en faut pas moins établir, que les carabiniers ont violé la fron-

tière. Leur but était sans doute intéressant, mais ils pouvaient tout aussi bien utiliser le téléphone pour signaler le fait à la police française qui aurait rempli son devoir.

La France n'a pas l'habitude de protéger les criminels de droit commun.

Ce servilisme est révélateur d'une mentalité intolérable. Il prouve que les Italiens ne se croient pas coupés de ce qu'est exactement une frontière. Il démontre qu'ils se croient tout permis, que la territorialité française est un vain mot pour eux, et que leur voisinité est leur supérieure loi.

Demandons les états. Supposons que des gendarmes français aient bété une machine et son fourgon et soient entrés en cet équipage en Italie, pour y poursuivre un malfaiteur. Croit-on qu'ils s'en seraient tirés à malin bon compte que les carabiniers ?

Poser la question, c'est y répondre.

Nous estimons que la patience humaine a des limites. Si les autorités pénales ne font preuve de tant de faiblesse à l'égard des policiers italiens, nous pouvons nous attendre à l'incident quotidien, jusqu'au jour où l'irréductible arrivera.

Jusqu'à présent, la population française a gardé son sang-froid. Mais la coupe déborde. Et à Menton, on commence à être servile.

Au nom de la dignité nationale, et pour la sécurité de nos compatriotes, nous demandons au gouvernement, de ne pas s'en rapporter aux rapports officiels qui lui sont fournis.

Nous lui demandons, en vue d'éviter des incidents irréparables, d'écouter les doléances de la population française de la frontière, qui vit dans un continuel cauchemar.

Nous lui demandons de dire, une fois pour toutes, au gouvernement Italien, qu'on ne rentre pas en France comme dans un moule et qu'à l'avenir, toute infraction commise sera suivie de sanctions, quelle que soit la qualité de ceux qui s'en rendent coupables.

La phalanxerie a assez duré. Notre requête n'est pas excessive. Messieurs, lui-même, ne pourra qu'y souscrire. Espérons que nous serons enfin entendus.

Au moment d'aller sous presse, nous apprenons que le bruit court, en ville, qu'une automobile italienne a été contrôlée sur le Pont Saint-Louis. Il n'en est rien. Il s'agit de coups de feu, tirés sur le Pont Saint-Louis, au passage de la locomotive italienne, à la poursuite du train 292.

Plusieurs fois, on a vu les Italiens franchir la frontière, sans nulle autre forme de procès.

Ce matin, à 2 heures, le plus grand calme règne à la frontière.



" La France de Nice et du Sud-Est " 5 Décembre 1926

- Les violations de frontières

La France de Nice et du Sud-Est insistait sur le fait que la frontière était insuffisamment surveillée. Celle-ci était régulièrement violée par les carabiniers italiens. La France de Nice et du sud-Est estimait que ces actes étaient de véritables offenses à la dignité française. Une enquête fut ouverte à Breil où les fascistes pénétraient par une brèche en territoire français.

- Les brimades et représailles fascistes

Le sans-gêne des carabiniers fascistes inquiétait la France de Nice et du Sud-Est. D'autant plus que leurs violations de frontières s'accompagnaient de brimades sur les populations françaises. Les villages de Castellar, Saint-Sauveur ou Belvédère furent le théâtre d'incidents entre carabiniers et cultivateurs ou chasseurs. Le journal relata également plusieurs coups de feu aux abords de la frontière sur des paysans ou sur des trains français.

La France de Nice et du Sud-Est, exagérant souvent, estima que les brimades et les coups de feu constituaient "des escarmouches en prélude à une guerre franco-italienne" (41). En décembre 1926, une série d'attentats vint alourdir le climat à la frontière : Gavarino, un employé du consulat d'Italie à Vintimille, fut assassiné et à Dolceacqua, un double meurtre fut commis sur un brigadier et un carabinier italien. La France de Nice et du Sud-Est fut mise en accusation d'engendrer les meurtres par ses invectives. L'excitation de la population provoqua une surveillance italienne redoublée à la frontière.

Pour la France de Nice et du Sud-Est, ces incidents apportaient la preuve que la guerre pouvait éclater à tout instant entre les deux pays.

4 - LES PROVOCATIONS FASCISTES SUR LA COTE D'AZUR

Le combat antifasciste de la France de Nice et du Sud-Est consista à dévoiler les manœuvres fascistes sur la Côte d'Azur.

Ces manœuvres étaient des actes de provocation opérés par des fascistes pour déclencher une guerre et récupérer le comté de Nice. De nombreuses enquêtes furent ouvertes par le journal qui adoptait un ton polémique. La France de Nice et du Sud-Est livrait contre les menées fascistes sur la Côte d'Azur un combat dans plusieurs domaines.

- L'arrestation d'espions fascistes

• Procope et Latapie

Procope et Latapie étaient deux commerçants niçois. Ils furent arrêtés à Nice le 14 avril 1926. Le journal mena à leur sujet une enquête prouvant leur rôle d'agents secrets de l'espionnage pour l'Italie.

• Ricciotti Garibaldi

Cette affaire allait être au centre du combat antifasciste de la France de Nice et du Sud-Est. Elle intervenait en effet à un moment chaud de la tension franco-italienne. En novembre 1926, la police niçoise arrêta Ricciotti Garibaldi, le petit fils de Giuseppe Garibaldi, connu sur la Côte d'Azur pour ses tendances de gauche et ses alliances antifascistes. Garibaldi était en fait un espion envoyé par Mussolini pour pousser les antifascistes à organiser des attentats en Italie et à livrer au régime fasciste le nom d'opposants politiques restés au pays.

Le journal ouvrit une enquête parallèle à celle de la police. Il dévoila au fil des jours les détails de l'enquête. E. Peguilhan déclara à ce sujet : "Il n'est plus une seule personne à Nice qui ne sache que le scandale Garibaldi est une éclatante démonstration des intrigues antifrançaises" (42). La France de Nice et du Sud-Est fut à la base de nombreuses révélations sur Garibaldi et utilisa cette affaire pour mettre en place une grande campagne antifasciste.

• Newton Canovi

L'arrestation à Menton de N. Canovi, agent provocateur fasciste, le 22 janvier 1927, provoqua la chute de l'hebdomadaire fasciste *Il Pensiero latino*.

La France de Nice et du Sud-Est révéla que Canovi voulait impliquer des fuorusciti dans un attentat contre le Duce, pour compromettre la France. Arrêté par la police, il révéla qu'il était indemnisé par les chefs du *Pensiero latino*.

- Enquêtes sur les manœuvres fascistes sur la Côte d'Azur

A partir de l'affaire Garibaldi la France de Nice et du Sud-Est déclencha de nombreuses enquêtes sur les villes du littoral pour dénoncer les manœuvres fascistes sur la Côte d'Azur. Le journal voulait montrer que ces intrigues étaient un véritable danger pour Nice : "La sécurité de la

Côte d'Azur est en danger, il faut agir. L'organisation fasciste fomenta des représailles dans certains milieux et des attentats individuels se préparaient" (43). Les menées fascistes touchaient plusieurs secteurs dans lesquels la France de Nice et du Sud-Est mena une enquête :

- à Nice, la France de Nice et du sud-Est protesta contre le fait que l'on trouvait à la même adresse le fascio de Nice et le consulat d'Italie. Le fascio de Nice était suspect pour le journal qui publia des documents révélateurs.
- à Antibes-Cannes, plusieurs enquêtes mirent en cause les agissements du consul Difeo et d'agents provocateurs fascistes. - à Beausoleil-Monaco, la France de Nice et du sud-Est estimait que dans l'agglomération Monaco-Beausoleil se trouvait le centre de toutes les intrigues fascistes du département. Plusieurs enquêtes livrèrent des noms d'agents fascistes.
- Menton, ville frontière, était le théâtre de nombreuses provocations. La France de Nice et du sud-Est mena là aussi des recherches sur un groupe fasciste qui se réunissait régulièrement, permettant aux agents provocateurs de passer facilement la frontière.

Les événements relatés par la France de Nice et du Sud-Est s'inscrivaient dans le cadre de la crise franco-italienne en 1926. L'inquiétude régnait dans les esprits. En novembre, la tension était telle que des rumeurs circulaient : le consul d'Italie aurait été enlevé le 10 novembre 1926. Des centaines de fascistes se réunirent alors à Vintimille dans le but d'envahir le comté de Nice. Ils ne furent calmés que par des hauts responsables alors que la France plaça des troupes et une flotte à Nice.

La crise fut sérieuse et l'idée d'une guerre paniqua les esprits. Ce conflit tant pressenti par la France de Nice et du Sud-Est n'eut finalement pas lieu et, dès décembre 1926, le journal estima que le risque était passé car on avait enfin réagi en haut lieu. Même si le danger fasciste n'était pas écarté, E. Peguilhan adopta un ton rassurant : "Désormais, la paix n'est plus en péril. Nice est à l'abri d'un coup de surprise, la Côte d'Azur peut recevoir ses hôtes" (^4). Malgré tout, la France de Nice et du Sud-Est resta vigilante jusqu'en 1928 et continua à combattre le fascisme. Mais l'enjeu du combat s'envola avec la menace de guerre.

C - Les cibles du combat

Pendant son combat antifasciste la France de Nice et du Sud-Est s'opposait à ceux qui favorisaient, directement ou indirectement, l'implantation du fascisme sur la Côte d'Azur.

Le journal avait des cibles régulières qu'il attaquait ou qui l'attaquaient.

1- LA PRESSE ITALIENNE

La France de Nice et du Sud-Est se défendait avec virulence des attaques de la presse italienne contre la France. Elle dénonça son asservissement au régime fasciste et sa volonté de créer un état d'esprit antifrçais en Italie mais aussi sur la Côte d'Azur où ces journaux étaient largement diffusés.

Les critiques portaient sur Le Popolo d'Italia, organe dirigé par le frère de Mussolini, La Gazzetta del Popolo ou le Giornale d'Italia.

2 - LE RESEAU CONSULAIRE ET LES FASCISTES

Dans les Alpes-Maritimes, le mouvement fasciste s'appuyait sur un réseau consulaire très dense : le Consulat général se trouvait à Nice, les vice-consulats à Cannes et Menton et quatre agences consulaires créées en 1923 et 1929 à Grasse, Antibes, Villefranche et Beausoleil.

Les fonctionnaires italiens, au-delà de leur rôle traditionnel, effectuaient une intense propagande en vue d'italianiser le comté de Nice. D'autre part des fasci, créés par le gouvernement italien pour surveiller ses ressortissants, s'implantèrent sur la Côte d'Azur. La France de Nice et du Sud-Est souligna l'ambiguïté de fonction entre les fasci et le réseau consulaire. Elle déclencha des enquêtes dans le but de révéler le triple rôle du consulat et des fasci : fabriquer et effectuer des provocations, faire de l'espionnage, italianiser le comté de Nice pour le récupérer.

Le journal dépêcha quelqu'un à chaque réunion de fascio dans les différentes villes. Il demanda aux pouvoirs publics de prendre les mesures nécessaires pour surveiller chaque fascio et réseau consulaire.

3 - L'HEBDOMADAIRE FASCISTE IL PENSIERO LATINO

A partir de, septembre 1926 la France de Nice et du Sud-Est prit pour cible l'hebdomadaire fasciste et irrédentiste : le Pensiero latino. Ce journal créé en 1925 par Giuseppe Torre était lié au consulat de Nice.

La France de Nice et du Sud-Est jusqu'en 1927 entretint avec le Pensiero latino une violente polémique qui faillit mal tourner. En octobre 1926 la France de Nice et du Sud-Est demanda la suspension du Pensiero : "Ce journal mène à Nice une violente campagne fasciste dans un style ordurier" (45). Le Pensiero latino était accusé de créer un malentendu entre la France et l'Italie, de favoriser certains espoirs irrédentistes des fascistes en faisant des appels déguisés à l'assassinat. Impliqué dans l'affaire Canovi, Torre fut expulsé et le Pensiero latino suspendu le 26 janvier 1927. La France de Nice et du Sud-Est sortait victorieuse de son combat et se réjouissait de cette mesure.

4 - LES POUVOIRS PUBLICS FRANÇAIS

La France de Nice et du Sud-Est accusa les pouvoirs publics du département de favoriser par leur passivité les manœuvres fascistes : "Face au danger de Mussolini, il faut que les pouvoirs publics ouvrent les yeux, qu'ils prennent des mesures préventives qui pourront seules éviter l'irréparable" (46).

Le journal, au cours de l'affaire Garibaldi, déplora le manque de vigueur de la police qui ne faisait pas son devoir. La France de Nice et du Sud-Est demandait à ce qu'on pousse à fond les enquêtes. Mais, face à l'inaction des pouvoirs publics, la France de Nice et du Sud-Est se demanda si en fin de compte on ne voulait pas étouffer l'affaire. Elle avança la thèse d'une complicité de la police au sujet des manœuvres fascistes : "On pensait à la négligence, ce serait de la complicité (...), la police doit avoir des ordres, il serait curieux de savoir de qui" (47).

La France de Nice et du Sud-Est se présenta donc comme le seul recours face au fascisme.

Malgré tout, en 1927, certains hommes politiques réagirent et le gouvernement prit des mesures nécessaires pour assurer la sécurité à Nice. La lutte de la France de Nice et du Sud-Est porta ses fruits et les expulsions se firent de plus en plus nombreuses dès 1927. Mais souvent elles concernaient les antifascistes.

Une partie de la presse française accusa la France de Nice et du Sud-Est de grossir les événements et de vouloir provoquer des incidents franco-italiens. La Liberté déclara : "Les incidents franco-italiens sont une réponse aux provocations de la France et du Sud-Est et de sa page italienne. Qu'on supprime celle-ci et les rapports s'amélioreront" (48).

On accusa également la France de Nice et du sud-Est d'insulter le Duce, d'engager les fuorusciti à l'action directe, de donner des faits inexacts et de ne pas représenter l'opinion française.

Face aux critiques, le journal adopta une attitude offensive et dans le cadre de son combat antifasciste la France de Nice et du Sud-Est prit pour cible certains de ses confrères. Elle évoqua la vénalité de la presse à l'égard du régime mussolinien et alla même jusqu'à déclarer que certains journaux français avaient reçu des subventions de Mussolini.

Au niveau local, la France de Nice et du Sud-Est fut accusée par l'Eclaireur d'écrire des "romans chez la concierge" (49) au sujet des intrigues fascistes sur la Côte d'Azur. E. Peguilhan reprit ce terme pour publier une série de leader prouvant que les informations données par la France de Nice et du Sud-Est étaient bien fondées. Au contraire, le journal estima que l'Eclaireur faisait preuve de légèreté lorsqu'il déclarait qu'il n'y avait aucun problème franco-italien et que les intrigues fascistes n'existaient pas.

La presse locale et nationale constituèrent une cible que la France de Nice et du Sud-Est tentait difficilement d'atteindre en ouvrant des polémiques.

IV - LE ROLE CENTRAL DE LA PAGINA ITALIANA

La page italienne de la France de Nice et du Sud-Est était véritablement au centre du combat antifasciste du journal. Elle faisait le succès de la France de Nice et du Sud-Est par les commentaires qu'elle suscitait.

La page italienne constitua une partie bien indépendante du quotidien. L'idée était originale ; elle voulait au départ permettre aux nombreux italiens immigrés sur la Côte d'Azur de trouver des informations rédigées dans leur langue.

En avril 1926, Dubarry permit à un groupe de fuorusciti représenté par le président de la L.I.D.U., Luigi Campolonghi, de prendre en charge la rédaction de la page italienne.

Cette page devint rapidement une source de polémiques, ses confrères assistant d'un mauvais oeil à l'arrivée d'une feuille antifasciste en période de tension.

La page italienne constitua en 1926-1927 un des rares moyens d'expression de l'opposition italienne. Son importance était grande puisque de nombreuses figures de l'opposition italienne s'y exprimèrent.

Entre février 1926 et avril 1928 la page italienne prit une importance capitale dans le combat antifasciste. Après le départ de Campolonghi et de son équipe, celle-ci n'avait plus de raison d'être. Durant les deux années de son combat, la quasi totalité des articles que publiait la page italienne concernaient le fascisme.

A - Les rédacteurs de la page italienne

- Luigi Campolonghi : rédacteur en chef de la page italienne du 4.4.1926 au 5-4.1928. Il marquait de son influence l'esprit de cette feuille. Tous les jours, il signait un éditorial. En 1926, Campolonghi, très connu et très actif dans le milieu antifasciste, était président de la L.I.D.U. Il était installé à Nérac dans le sud-ouest où il devint administrateur d'une ferme agricole. Homme modéré, Campolonghi voulait prouver que le régime fasciste était un échec politique et économique.

Francophile, il admirait la culture française et les structures démocratiques de son pays d'adoption.

- Leonida Campolonghi : le fils de Luigi Campolonghi, jeune et fougueux, fut un ardent défenseur de l'antifascisme à Nice. Il collabora au journal jusqu'au 20.3.1927.

- Alceste De Ambris : compagnon de route de Luigi Campolonghi, il écrivait des articles généraux sur le fascisme et fit campagne pour la création d'un comité antifasciste en 1927- II était syndicaliste.

- Aurelio Natoli : président du parti républicain italien.

- Mario Pistocchi : membre de la L.I.D.U., éditorialiste.

- Francesco Cicotti : un des principaux animateur du parti socialiste, réformiste italien.

- Pietro Nenni et Camiglio Puglionisi : socialistes, éditorialistes.

- Gaetano Salvemini : professeur d'université à Florence. Evoquait la politique internationale.

-

B - L'organisation de la page italienne

Entre 1926 et 1928 la page italienne comprenait :

- un leader de Luigi Campolonghi

- de longs articles de réflexion sur le fascisme

- des rubriques régulières

- des communiqués politiques informant la réunion ou l'assemblée d'un parti

A intervalles réguliers, pour entretenir une certaine émotion chez les antifascistes la page italienne effectua des commémorations à la gloire de certaines figures disparues, symboles de la lutte antifascistes : Giovanni Amendola, Matteoti, Mazzini, Bissolati etc..

C - Préserver l'amitié franco-italienne

La page italienne était très attachée à l'amitié franco-italienne. Pour rien au monde L. Campolonghi et ses collaborateurs n'auraient osé critiquer leur pays d'adoption.

La page italienne voulait montrer que le régime fasciste était le seul vrai obstacle à l'amitié entre les deux pays. L. Campolonghi incitait ses compatriotes à aider la France pour leur bien être : "Nous devons unir nos forces pour aider la France car nous sommes insérés à la vie française" (50).

D - Les méfaits du régime fasciste en Italie

Nombreux furent les articles qui dénoncèrent les méthodes du régime de Mussolini. La page italienne signalait la terreur qui régnait chez les transalpins : la presse était abolie et le gouvernement malhonnête.

Campolonghi dressait un tableau aussi noir que possible : "Le fascisme a aboli toute vie politique et culturelle, le marasme économique survient et des affrontements, assassinats, se produisent un peu partout. C'est une Italie à feu et à sang" (51).

La page italienne évoquait simultanément deux domaines :

- La situation politique

La page italienne dénonçait la suppression de quotidiens, les morts, les incendies, les arrestations, tortures... Toute opposition était bâillonnée et Fortunio déclara que l'Italie était une immense prison et que le peuple italien subissait les délires du régime (52).

- La situation économique

La page italienne affirmait que l'Italie vivait en plein marasme économique. Le mal fasciste résidait dans la vie chère et le chômage. De plus cette situation touchait plus particulièrement les classes défavorisées.

Des enquêtes secrètes furent menées sur la situation financière en Italie. C. Puglioni déclara : "L'Italie est vendue aux enchères par les fascistes" (53).

E - La défense des fuorusciti

La page italienne avait une grande audience sur la Côte d'Azur. Ses lecteurs étaient des immigrés italiens souvent neutres. Le but initial de la page italienne fut d'aider ces étrangers parfois désorientés en France.

La défense des Italiens à laquelle s'attacha le journal prit trois directions : d'ordre général, d'ordre pratique et d'ordre politique.

1 - UNE REFLEXION SUR L'IMMIGRATION

Campolongo s'avéra très favorable à une immigration italienne en France par une concertation entre les deux pays dont les besoins se complétaient. A court terme la page italienne favorisa les naturalisations qui résolvaient les problèmes des immigrés et entretenaient la paix. Campolongo était conscient que l'immigration italienne avait un caractère politique et n'excluait pas l'éventualité d'un contrôle pour canaliser ce flux de population.

Par son discours, la page italienne incitait les Italiens à obéir aux lois françaises tout en essayant de les intégrer à la population.

2 - DES RENSEIGNEMENTS PRATIQUES POUR LES IMMIGRES ITALIENS

La page italienne de La France de Nice et du Sud-Est se proposait de donner des renseignements pratiques aux Italiens qui vivaient sur la Côte d'Azur. Une rubrique intitulée "conseils aux immigrés" dispensait aux Italiens deux types de conseils :

- d'ordre pratique : la carte d'identité, un rappel des lois françaises, des avis de réunions et de communiqués et enfin des avis de collectes.

- d'ordre moral : rester calme, respecter les lois françaises, être poli, inscrire ses enfants à l'école, rester vigilant face aux provocations fascistes.

3 - TENTATIVE D'UNION DES FORCES ANTIFASCISTES

C'était un combat de tous les rédacteurs de la page italienne. En 1927 un grand débat s'ouvrit dans les colonnes de la page italienne sur la nécessité de rassembler toutes les formations antifascistes non communistes en exil dans une vaste et unique concentration. La gauche italienne était très divisée à Nice comme dans toute la France. On trouvait :

- le parti socialiste divisé en deux branches : le parti socialiste réformiste et le parti socialiste maximaliste

- le parti républicain

- la L.I.D.U.

La page italienne était le moyen d'expression de tous ces partis.

Sous l'impulsion de Luigi Campolongo la page italienne s'engagea dans la campagne pour l'unité. En avril 1927 un comité d'action antifasciste fut créé. La page italienne s'avéra satisfaite. Mais ce comité ne parvint pas à se substituer aux partis et sa portée demeura symbolique. Les antifascistes restèrent divisés et aucune action efficace ne put être engagée contre le régime de Mussolini.

F - Les combats contre les menées fascistes sur la Côte d'Azur

La page italienne, sous la direction de Leonida Campolongo, luttait contre l'organisation fasciste sur la Côte d'Azur. Ce combat se caractérisa par deux faits :

1 - DES ENQUETES SUR LES AGISSEMENTS FASCISTES

La page italienne mena deux enquêtes sur la Riviera italienne. Des comptes-rendus sur le fascio de San Remo, les comités fascistes de Bordighera et Vintimille furent publiés.

La page italienne mena également des recherches dans les communes de la Côte d'Azur au sujet des activités des fascistes.

2 - UNE VIOLENTE POLEMIQUE ET DES AFFRONTEMENTS AVEC LE PENSIERO LATINO

Ce fut le combat principal de Leonida Campolonghi et de ses collaborateurs. La page italienne accusa le journal de faire des propositions aux ouvriers pour provoquer les antifascistes, de réveiller le sentiment irrédentiste chez les Italiens de Nice et d'inciter à l'espionnage pour le gouvernement fasciste.

Le ton monta entre les deux rédactions. La polémique laissa place aux injures et plusieurs incidents furent à noter :

- en septembre 1926 une rumeur courut qu'une expédition punitive envoyée d'Italie voulait enlever Leonida Campolonghi ;

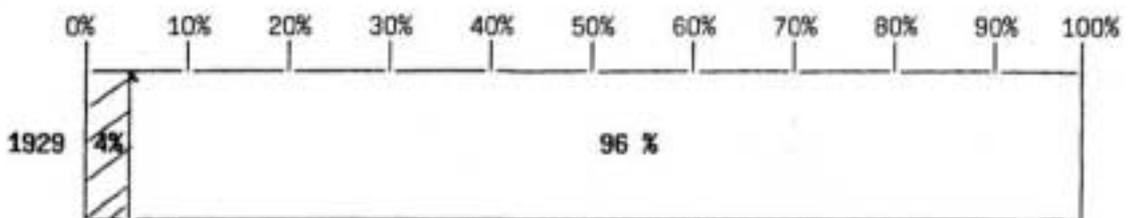
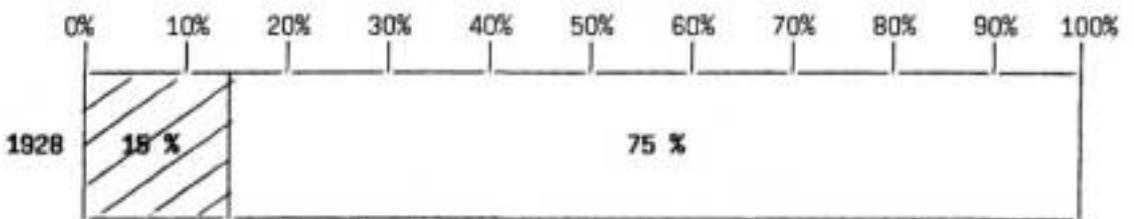
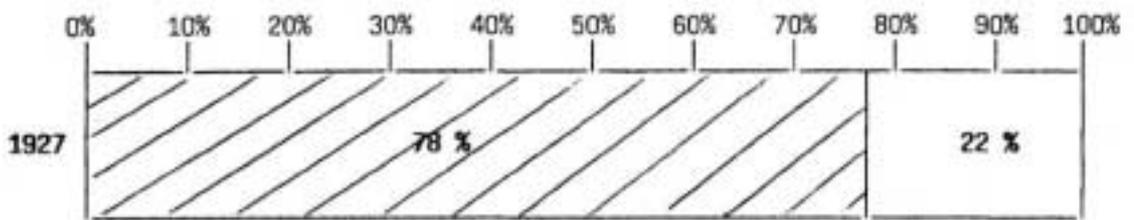
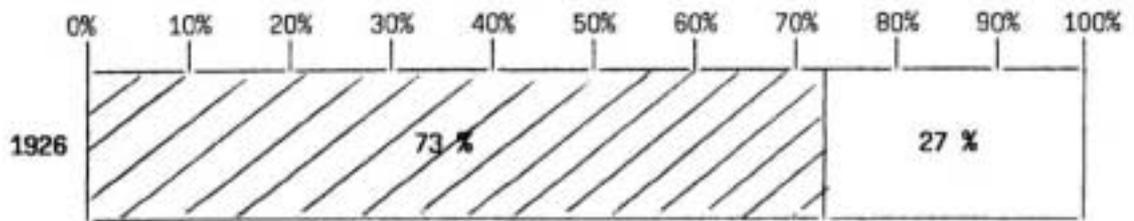
- un duel à l'épée eut lieu le 8 septembre 1926 entre Leonida Campolonghi et Mario Porta, collaborateur de Torre ;

- le 25 septembre 1926 Torre chercha Campolonghi à Nice pour le souffleter.

La page italienne déclara : "La population de Nice a été perturbée hier par un drame qui a suscité l'émotion" (54) ;

- en octobre 1926, une bagarre entre rédacteurs du Pensiero latino et la page italienne eut lieu place Défly à Nice.

POURCENTAGE DU NOMBRE D'ARTICLES CONSACRES AU FASCISME ET A LA POLITIQUE ITALIENNE SUR LA PAGE ITALIENNE PAR RAPPORT A L'ENSEMBLE DES ARTICLES PAR ANNEE



 Pourcentage d'articles consacrés au fascisme

 Pourcentage d'articles consacrés à d'autres sujets

La tension entre les deux rédactions demeura jusqu'en janvier 1927- Le Pensiero latino, compromis dans l'affaire Canovi, fut interdit par le ministre de l'Intérieur et Torre expulsé. La page italienne parvint à ses fins.

La page italienne par ses prises de position était une source de troubles à Nice. Mais après le départ de Dubarry, l'interdiction du Pensiero latino et l'amélioration des rapports franco-italiens, la page italienne perdit peu à peu de sa substance et de son influence. Son espace à l'intérieur de La France de Nice et du Sud-Est se réduisit. Le 5 avril 1928, Luigi Campolongo démissionna, imité par ses collaborateurs. La page italienne dès lors ne parla plus de politique et oublia ses attaques antifascistes. Elle disparut en 1929 car elle ne présentait plus d'intérêt.

L'existence éphémère de la page italienne limita son efficacité dans la lutte antifasciste de la France de Nice et du Sud-Est.

V - LES COMBATS DE POLITIQUE LOCALE

Sur sa troisième page La France de Nice et du Sud-Est publiait ses informations sur la ville de Nice. Elle consacrait une part importante des articles à une vive critique des municipalités en place.

Les journalistes locaux essayèrent de mettre en difficulté ce qu'ils appelaient la "camorra" : la droite locale au pouvoir dans le département des Alpes-Maritimes. La France de Nice et du Sud-Est se plaça constamment dans l'opposition municipale entre 1926 et 1930, elle livra contre les maires successifs un combat sans relâche : P. Gautier jusqu'en avril 1927. A. Mari puis Jean Médecin à partir de décembre 1928.

Les journalistes locaux de La France de Nice et du Sud-Est avaient pour devoir de mener à bien le combat antimunicipal : P. Rocher, F. Gérard, C. Breysand, P. Saint-Roch, E. de Richter. Ce combat concernait trois domaines : campagnes électorales, différentes campagnes antimunicipales, querelles avec ses confrères.

A - La France de Nice et du Sud-Est et les élections

La France de Nice et du Sud-Est prit part aux batailles électorales entre 1926 et 1930. Cette période fut riche en consultations électorales et à chaque fois l'enjeu changeait.

La France de Nice et du Sud-Est modifia sa stratégie pour chacune des élections de cette période.

1 - L'ELECTION SENATORIALE DU 18 AVRIL 1926

La France de Nice et du Sud-Est fit campagne pour un jeune candidat Etienne Charabot contre le candidat conservateur Arago. Sans être très fournie, la campagne fut orientée sur la comparaison entre la jeunesse et la pureté de l'un, les échecs et le passé de l'autre. Le vote des grands électeurs donna la victoire à Charabot. La France de Nice et du Sud-Est enregistra alors avec satisfaction son premier succès et déclara que des temps nouveaux arrivaient à Nice.

2 - L'ELECTION MUNICIPALE COMPLEMENTAIRE A NICE DES 10 ET 18 AVRIL 1927

A la mort de Pierre Gautier, une élection municipale complémentaire fut organisée à Nice pour élire deux conseillers municipaux.

Cette élection mineure allait pourtant être l'occasion pour La France de Nice et du Sud-Est de se déchaîner contre la municipalité en place. Les candidats de La France de Nice et du Sud-Est, J. Salvagniac et M. Olivier, menèrent leur campagne autour de l'incapacité de la municipalité à Gérer

les finances de la ville. "Notre avenir est compromis par l'indolence, l'incapacité, la négligence d'une municipalité. Nice périlite" (55)- Un comité antimunicipal se constitua, Dubarry publia des leader qui dénonçaient la dictature de la Camorra.

Salvagniac et Divier furent élus au second tour de scrutin le 18 avril 1927- Dubarry, fier de son succès, estima qu'il était temps de provoquer des changements à la mairie de Nice et dans les milieux politiques de la Côte d'Azur.

3 - LES ELECTIONS LEGISLATIVES DES 22 ET 29 AVRIL 1928

En 1928 La France de Nice et du Sud-Est, en pleine mutation, modifia sa ligne politique. Le journal refusa pour ces élections très importantes pour la France d'adopter un esprit partisan. Le journal exposa le programme de tous les candidats considérés comme démocrates ou républicains. Louis Darrès, nouveau rédacteur en chef affirma le besoin d'une concentration républicaine face aux résultats de ces élections législatives.

4 - L'ELECTION CANTONALE PARTIELLE DU 15 AVRIL 1928 A NICE

Ce scrutin concernait le quatrième canton de Nice. Il vit la victoire dès le premier tour d'Eugène Donadeï, défendu par La France de Nice et du Sud-Est face à A. Mari alors maire de Nice. En attaquant Mari, La France de Nice et du Sud-Est se heurta à l'Eclaireur considéré comme "l'organe de la mairie".

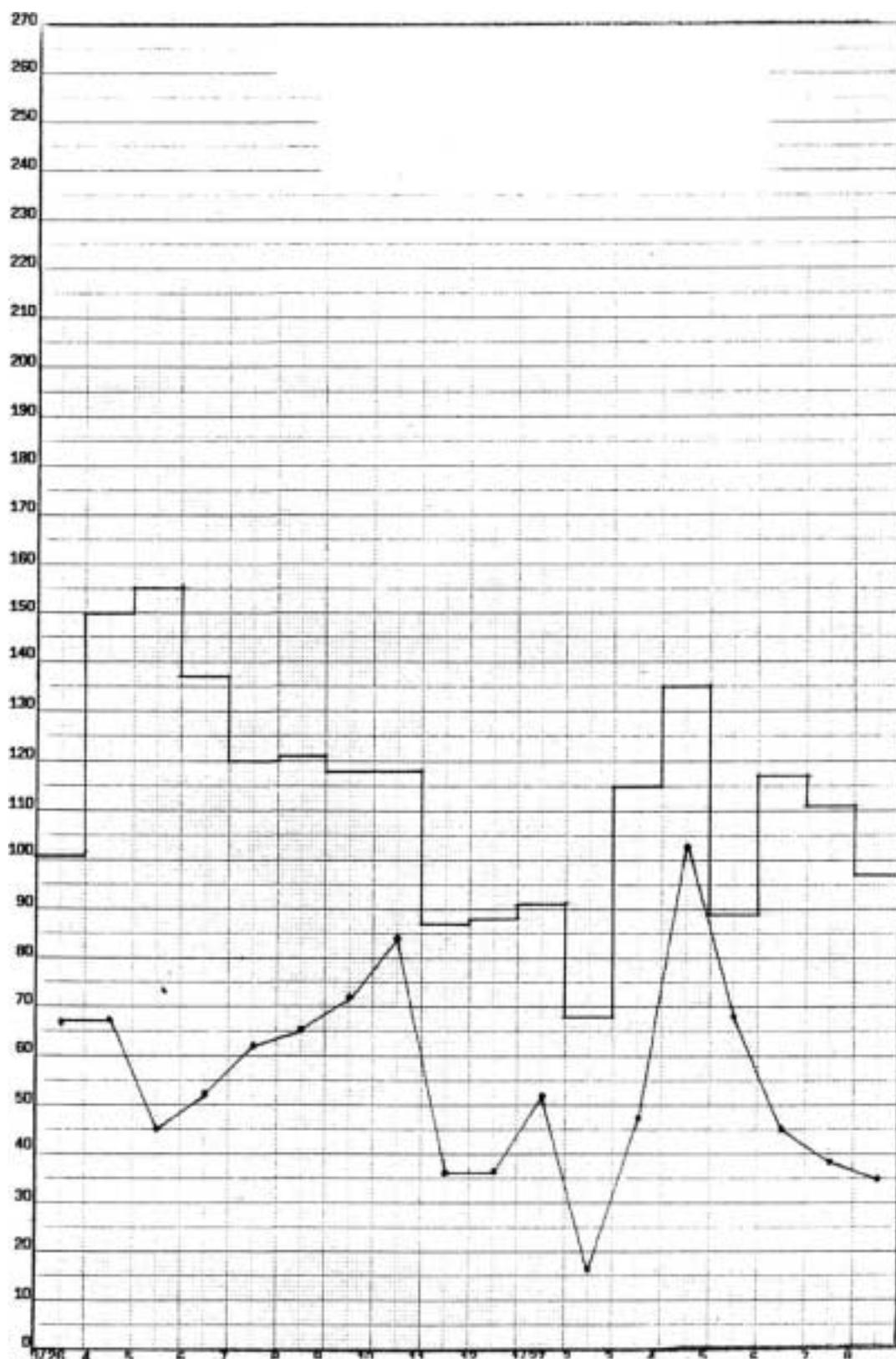
Le journal encore victorieux clama que les piliers de la camorra tombaient peu à peu. A la suite du scrutin Mari, désavoué, démissionna de son poste de maire. Par la suite une période de troubles vint perturber la vie politique niçoise.

6 - L'ELECTION MUNICIPALE COMPLEMENTAIRE DES 2 ET 9 DECEMBRE 1928

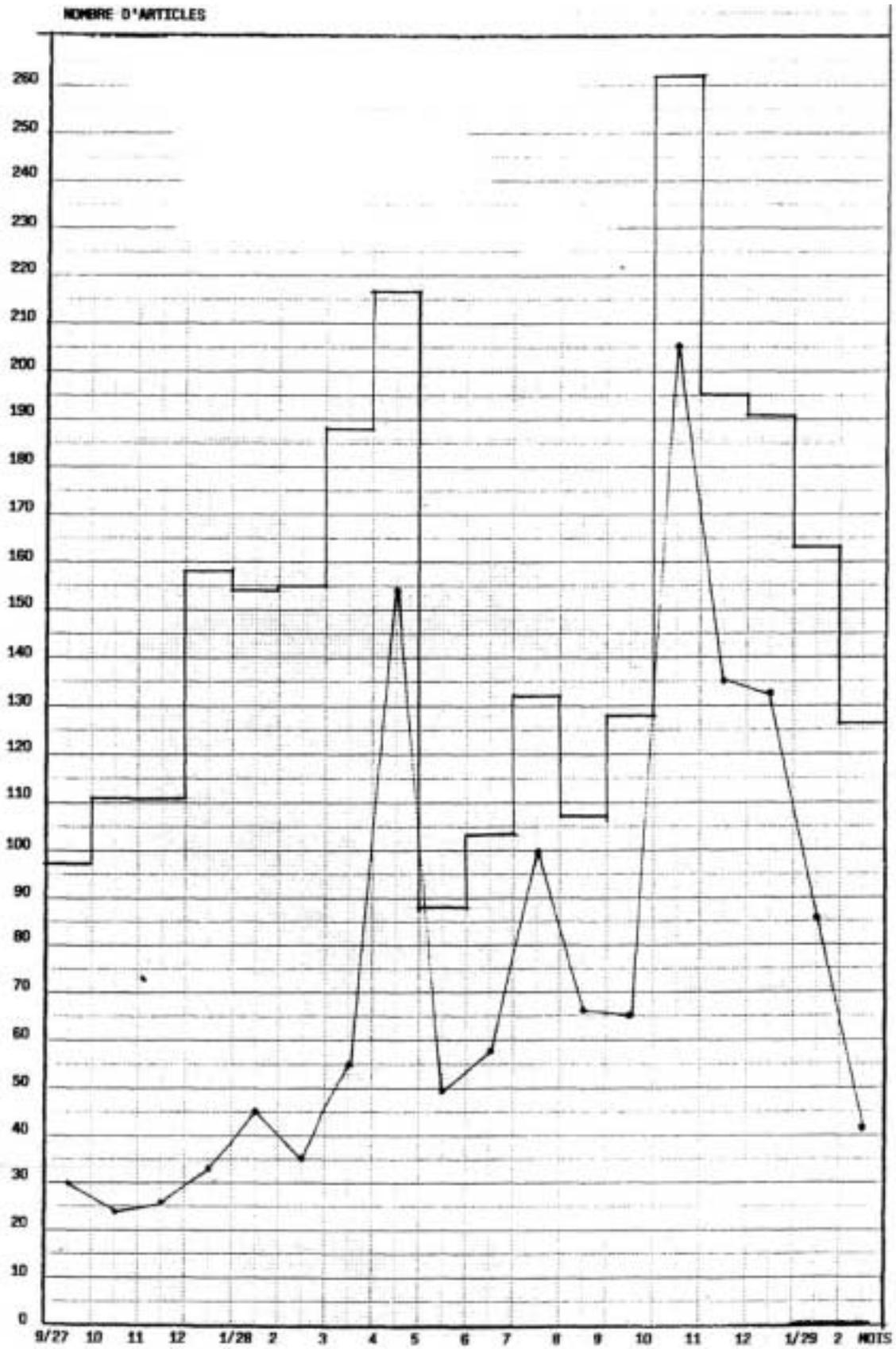
A l'issue de deux mois de crise municipale, ce scrutin fut l'occasion de polémiques passionnées entre les journaux locaux.

Face au candidat de La France de Nice et du Sud-Est la droite présenta un jeune politicien : Jean Médecin. La France de Nice et du Sud-Est accusa l'Eclaireur et le Petit Niçois de provoquer des manœuvres pour faire triompher Médecin. Au second tour Médecin fut élu à une faible majorité. La France de Nice et du Sud-Est, très déçue, déplora la bassesse de la campagne électorale et estima qu'il y avait deux tendances presque égales à Nice : "Nous nous inclinons devant la puissance de la calomnie redoutable dans cette ville où la crédulité publique accepte les pires affirmations" (56).

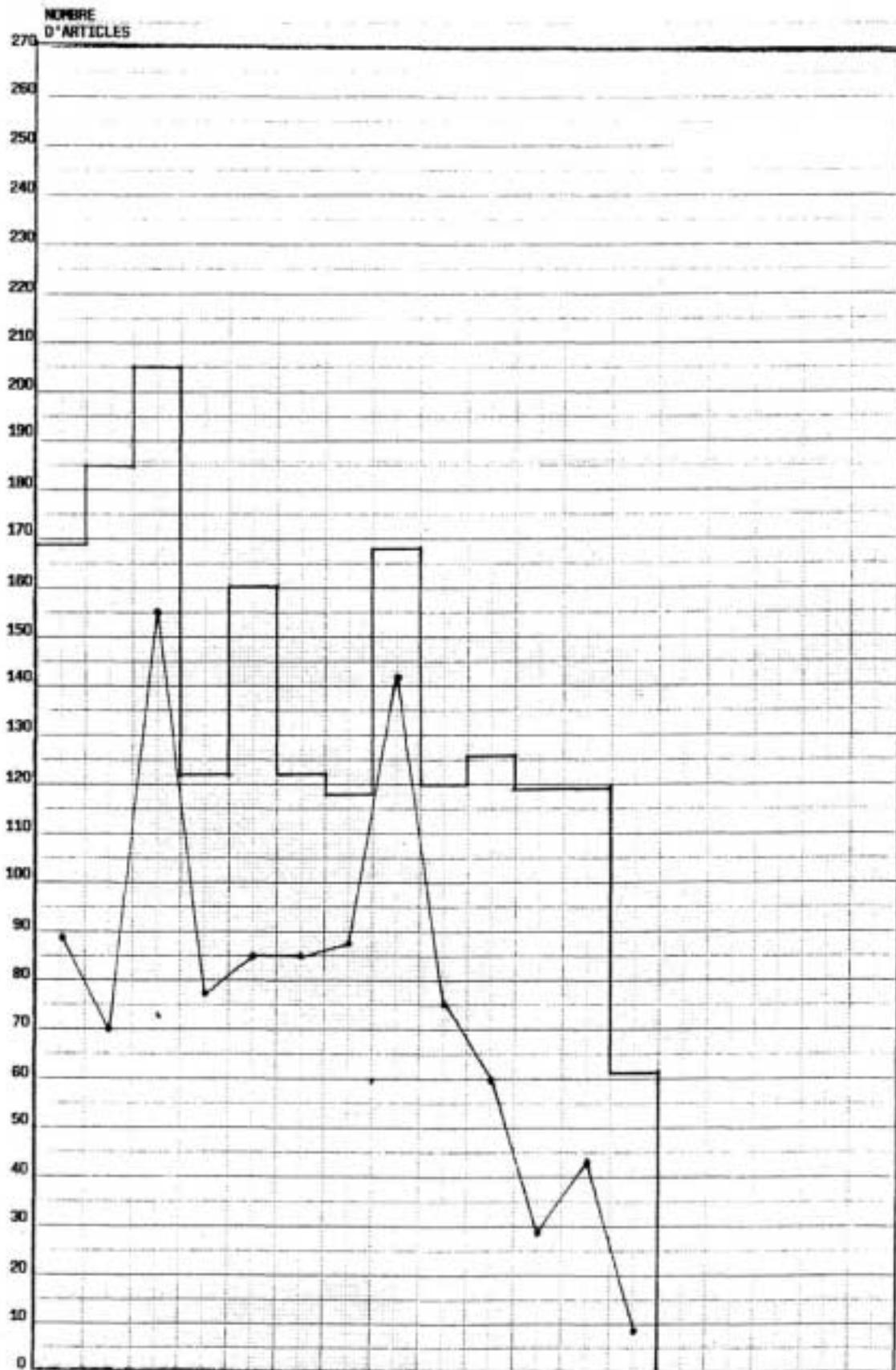
Le journal attendait les nouvelles élections de mai 1929.



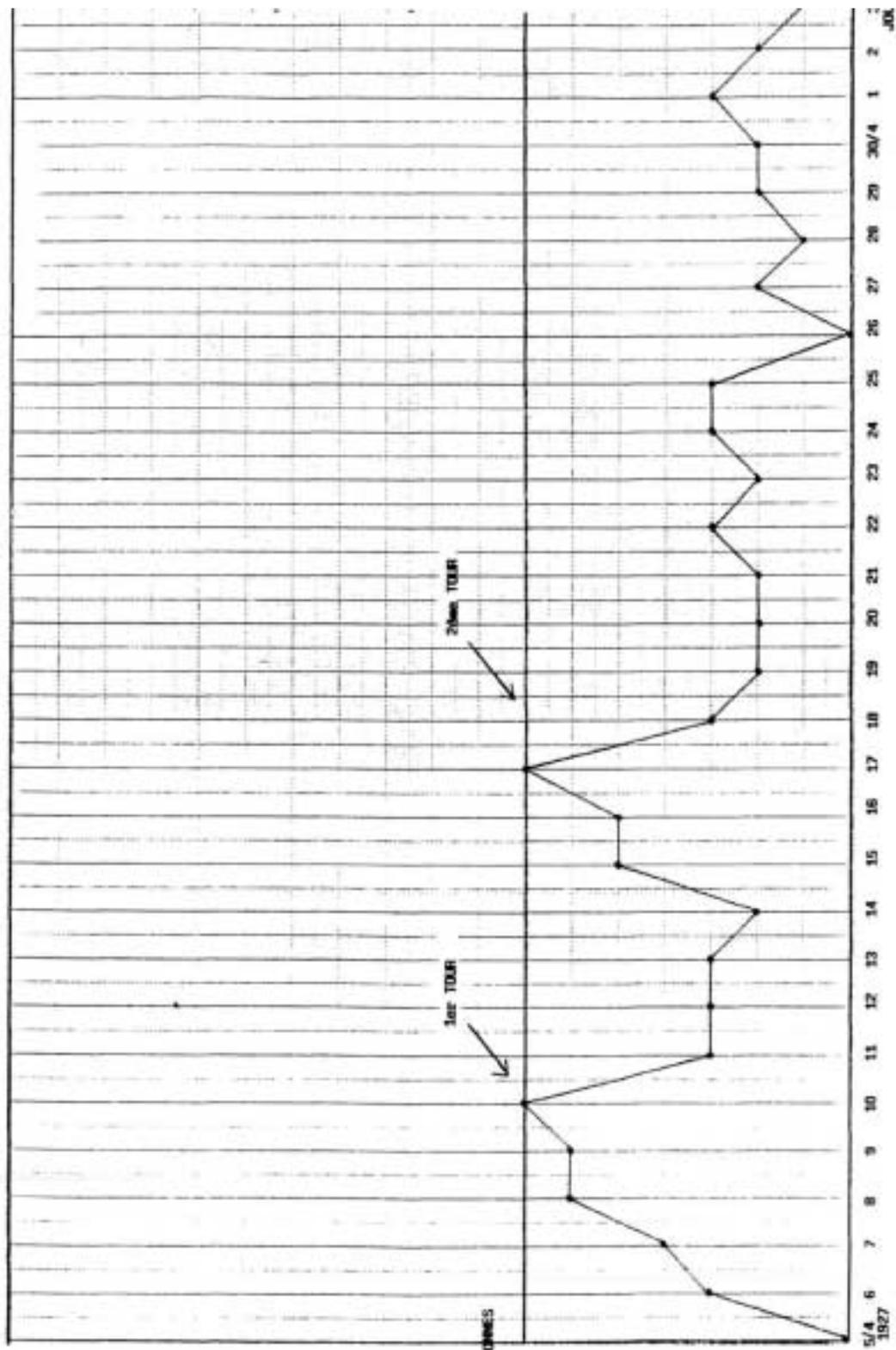
NOMBRE D'ARTICLES CONSACRES A LA POLITIQUE SUR LA PAGE RESERVEE AUX INFORMATIONS SUR LA VILLE DE NICE DE MARS 1926 A AOUT 1927



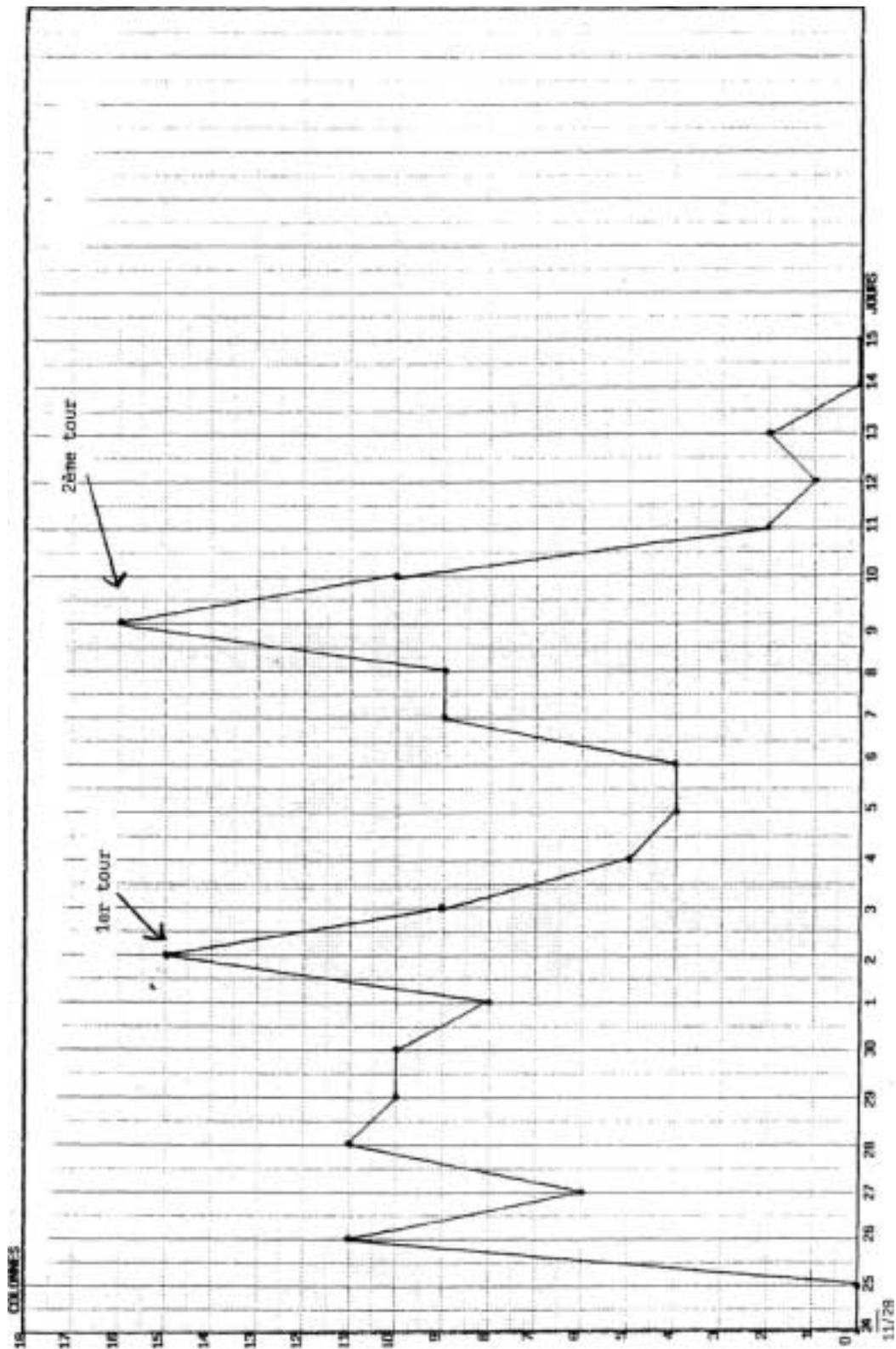
NOMBRE D'ARTICLES CONSACRES A LA POLITIQUE SUR LA PAGE RESERVEE AUX INFORMATIONS SUR LA VILLE DE NICE DE SEPTEMBRE 1927 A FEVRIER 1929



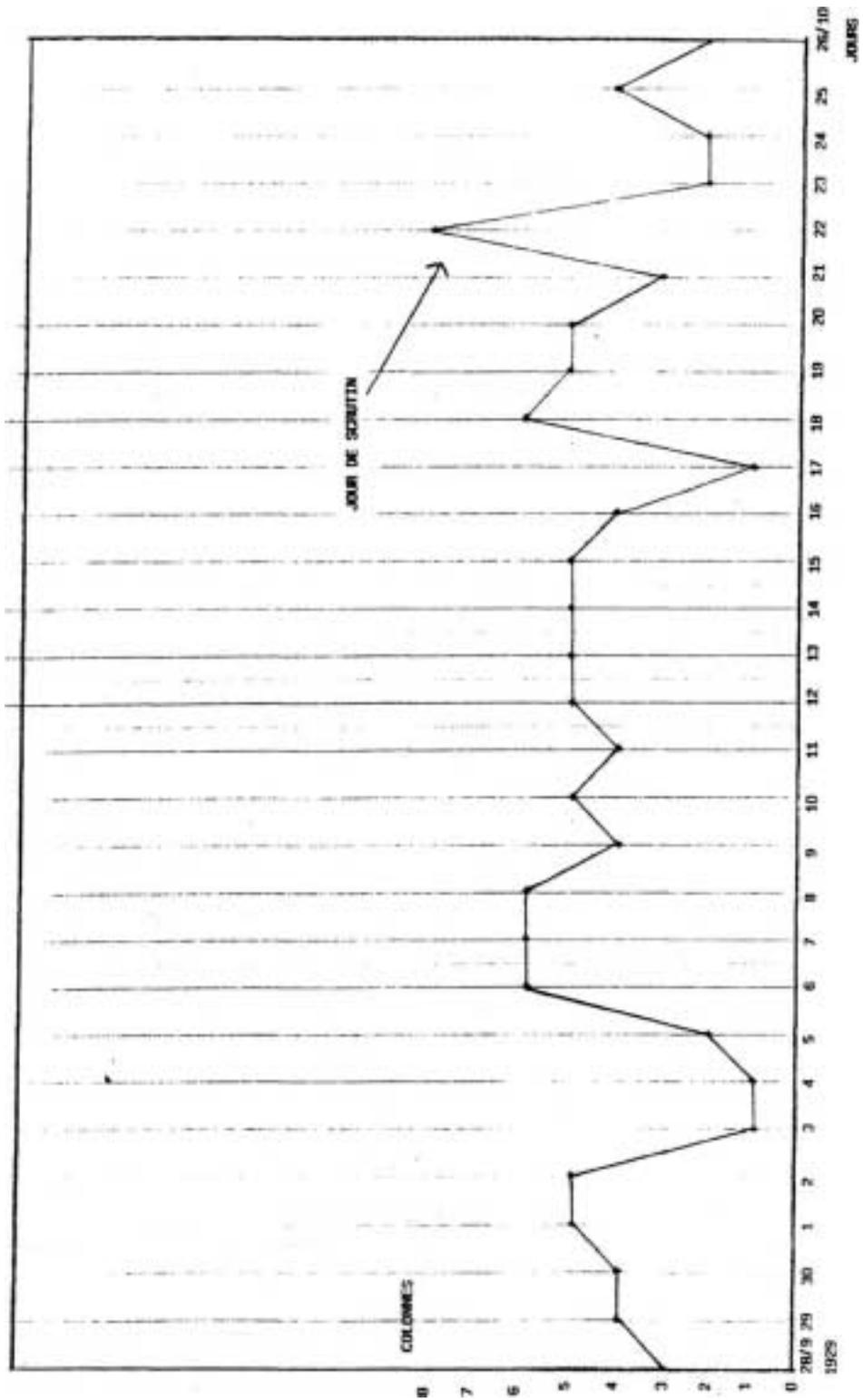
NOMBRE DE COLONNES CONSACREES A L'ELECTION MUNICIPALE
COMPLEMENTAIRE



NOMBRE D'ARTICLES CONSACRES A LA POLITIQUE SUR LA PAGE RESERVEE AUX INFORMATIONS SUR LA VILLE DE NICE DE MARS 1929 A MARS 1930 DU 10 ET 18 AVRIL 1927 (1ère page et 3ème page)



NOMBRE DE COLONNES CONSACREES AUX ELECTIONS MUNICIPALES
 COMPLEMENTAIRES DE NICE DU 2 ET 9 DECEMBRE 1928 (1ère et 3ème page)



NOMBRE DE COLONNES CONSACREES A L'ELECTION SENATORIALE DU 21 OCTOBRE 1929 (1ère et 3ème PAGE)

7 - L'ELECTION MUNICIPALE DE NICE DU 5 AVRIL 1929

En mai 1929, comme six mois plus tôt, les électeurs niçois étaient conviés à choisir entre J. Médecin et A. Donadeï. Le combat de La France de Nice et du Sud-Est à cette occasion fut plus court mais très intense. La France de Nice et du Sud-Est déclara que la municipalité Médecin était devenue le carrefour de tous les scandales.

Malgré ses tentatives, le journal ne put éviter l'élection au premier tour de J. Médecin. La France de Nice et du Sud-Est était mise en échec. Ce sera son dernier grand combat électoral.

8 - L'ELECTION SENATORIALE DU 21 OCTOBRE 1929

La campagne électorale se déroula dans la plus grande courtoisie. A. Donadeï, le candidat de La France de Nice et du Sud-est, fut élu sans aucune polémique.

Le bilan de ces luttes électorales de La France de Nice et du Sud-Est montre que le journal ne restait pas inactif et que son intérêt se résidait à la ville de Nice. La France de Nice et du Sud-Est ne parvint pas toutefois à modifier l'implantation de la droite dans le département. Pour les scrutins importants le journal connut l'échec.

B - La France de Nice et du Sud-Est contre la municipalité de Nice

La France de Nice et du Sud-Est mena sans relâche un combat contre la gestion de la mairie ; des critiques, enquêtes, polémiques ou doléances étaient publiées contre les municipalités. P. Saint Roch déclara : "A tout ceux qui ne veulent pas voir Nice ruinée, nous protestons contre une municipalité universellement décriée" (57)- La France de Nice et du Sud-Est accusait l'autorité municipale d'être incapable de mettre en valeur la ville et de nuire à son développement.

La lutte prenait plusieurs directions : les campagnes politico-financières, les campagnes sociales, les campagnes sanitaires et d'urbanisme.

1 - LES CAMPAGNES POLITICO-FINANCIERES

La France de Nice et du Sud-Est dénonçait à la fois la malhonnêteté et l'incompétence de la municipalité à gérer une ville grande comme Nice au niveau financier. Il y avait à la fois inertie des administrés et des élus et une carence des groupements. Pour La France de Nice et du Sud-Est la municipalité était incompétente. Puis au-delà elle voyait dans la gestion de la mairie une grande malhonnêteté. Le journal dénonça l'aspect malsain de diverses transactions : "La municipalité fait des affaires. Elle achète et vend des terrains" (58).

La municipalité était pour les journalistes de la France de Nice et du Sud-Est à l'origine de plusieurs scandales : l'acquisition du lycée, le budget, les taxes, les gadoues, la construction du monument aux morts, etc...

2 - LES CAMPAGNES SOCIALES

La France de Nice et du Sud-Est luttait pour aider la population niçoise à vivre dans des conditions acceptables. Or selon le journal la municipalité ne donnait pas aux Niçois les moyens de bien vivre. La vie était chère, le journal accusa la municipalité d'augmenter les prix en relation avec les compagnies de monopole. De la même manière, le journal reprocha à la municipalité de ne pas appliquer la loi Loucheur sur les loyers, de ne pas se soucier du problème scolaire ni des retraités. Il évoqua également la situation difficile de certains quartiers de Nice comme le "Babazouk" où persistait la misère.

3 - LES CAMPAGNES SANITAIRES ET D'URBANISME

Le quotidien n'admettait pas que la municipalité laisse la ville se délabrer : "Si la ville est sale, sans aucune oeuvre, avec des rues caillouteuses, c'est la faute à la municipalité" (59).

Si on voulait en faire une capitale du tourisme, Nice était à urbaniser. Or La France de Nice et du Sud-Est déplorait les négligences de la mairie : poussière, voies délabrées, trottoirs enfoncés... Le journal exigea un certain nombre de réalisations indispensables : le pavage, la couverture du Paillon, l'aménagement des quais du port, la destruction de vieilles bâtisses. La ville en l'état était considérée comme très en retard pour devenir une ville moderne.

La France de Nice et du Sud-Est ne laissa aucun répit aux municipalités de telle sorte qu'aucun article positif ne verra le jour dans les colonnes du quotidien en 1926 et 1930. La France de Nice et du Sud-Est reprochait aux maires d'oublier leur fonction première pour mener une politique d'affaires.

C - Les querelles entre la France de Nice et du Sud-Est et les deux principaux quotidiens locaux : l'Eclaireur et le Petit Niçois

La France de Nice et du Sud-Est mena pendant quatre ans des polémiques passionnées avec ses deux confrères. Le journal voulait, pour accroître son audience, bousculer leur main mise sur la Côte d'Azur. Les combats contre ces deux quotidiens concernaient à la fois le combat politique, antifasciste et antimunicipal.

La France de Nice et du Sud-Est tenait absolument à dévoiler l'alliance occulte des deux quotidiens qui avaient des intérêts communs. Le journal entendait gêner cette camorra en voulant déchaîner l'opinion contre elle : "Les deux journaux avaient mis en coupe réglée la Côte d'Azur" (60).

1 - LA FRANCE DE NICE ET DU SUD-EST CONTRE L'ECLAIREUR

L'Eclaireur avait une énorme influence dans les milieux politiques de la Côte d'Azur. C'est à une véritable forteresse que La France de Nice et du Sud-Est prétendait s'attaquer. Les deux journaux s'affrontaient en période de campagne électorale. La France de Nice et du Sud-Est entendait contester la suprématie locale de l'Eclaireur en alimentant des polémiques. Pour le journal, le rôle de l'Eclaireur était celui d'un conservateur réactionnaire local qui maintenait ses privilèges dans l'exercice du pouvoir. L'Eclaireur était en outre soupçonné de bienveillance à l'égard du fascisme. La France de Nice et du Sud-Est qualifia son confrère de "chevalier du Duce" (61) qui protégeait les agents provocateurs fascistes.

2 - LA FRANCE DE NICE ET DU SUD-EST CONTRE LE PETIT NIÇOIS

Les rapports entre la France de Nice et du Sud-Est et le Petit Niçois furent plus ambigus. Les deux journaux étaient de même tendance politique et beaucoup de journalistes locaux de La France de Nice et du Sud-Est avaient appartenu à la rédaction du Petit Niçois. La France de Nice et du Sud-Est, fougueuse, s'opposait à la modération du Petit Niçois. Secrètement le journal entendait briguer la place du Petit Niçois au sein des milieux politiques de la Côte d'Azur.

A travers le Petit Niçois, Dubarry s'en prit surtout à son directeur Pierre Bermond, considéré comme "la plus grande crapule, le plus immonde affairiste de ce pays" (62); Bermond avait vendu le Petit Niçois à la droite, c'était "le brillant second de l'Eclaireur" (63). La tension entre les deux quotidiens fut si forte qu'un procès fut intenté à La France de Nice et du Sud-Est par Habay le rédacteur en chef du Petit Niçois en 1929.

Le Petit Niçois était accusé également de faire le jeu des fascistes. La France de Nice et du Sud-Est le nomma ironiquement "le petit fasciste". Mais malgré tout, lorsque La France de Nice et du Sud-Est cessa sa parution, elle conseilla à ses lecteurs de rejoindre l'équipe du Petit Niçois.

Les combats de La France de Nice et du Sud-Est contre ses confrères furent des échecs. Jamais, malgré sa verve, La France de Nice et du Sud-Est ne fut en mesure de rivaliser avec le Petit Niçois ou l'Eclaireur qui se partagèrent les lecteurs de la Côte d'Azur jusqu'en 19kk.

CONCLUSION

L'existence de La France de Nice et du Sud-Est fut éphémère. Elle joua cependant un rôle dans la vie politique du département entre 1926 et 1930-Malgré des débuts prometteurs et la haute tenue des articles, les investissements de Dubarry ne portèrent pas leurs fruits. La parution du quotidien coïncida avec une période troublée de la Côte d'Azur : une situation politique instable, une crise franco-italienne et des problèmes municipaux à Nice.

Certains combats de la France de Nice et du Sud-Est aboutirent. Le combat antifasciste, par le biais de la page italienne, porta ses fruits et le journal fit parler de lui avec l'affaire Garibaldi, la suspension du *Pensiero latino*, l'expulsion d'agents provocateurs et l'expression des *fuorusciti*.

D'autres combats furent des échecs : le grand parti proposé par Dubarry ne se fit pas, les campagnes contre Poincaré n'altérèrent pas son succès. Le journal ne parvint pas à ce que les autorités démantèlent entièrement les réseaux fascistes sur la Côte d'Azur. Le combat antimunicipal fut aussi un échec avec la double élection de Jean Médecin. La Côte d'Azur restera conservatrice.

Le journal soutenait un paradoxe : sa philosophie radicale et modérée cohabitait avec un esprit de combat. La France de Nice et du Sud-Est qui se voulait pour le calme de l'esprit ne cessait d'attaquer ses rivaux. Cette feuille analysée par le biais de ses combats s'inscrivait dans le cadre d'une Côte d'Azur inquiète et incertaine.

La France de Nice et du Sud-Est reste un exemple entier de comportement et de pensée qui permet de comprendre à la fois le rôle joué par la presse sous la IIIème République et une série d'événements relatifs au fascisme qui provoquèrent des troubles sur la Côte d'Azur. La vision de cette période de quatre ans restera globale, comme si l'on photographiait un "moment" de l'histoire. Ce "moment" était difficile au débouché d'une guerre et à l'amorce d'une autre.

NOTES

(1) Cf. BELLANGER, GODECHOT, GUIRAL, TERROU, Histoire de la presse, tome IV, page 563.

(2) Cf. WEISS (L.) mémoire d'une européenne, tome III, page 51.

(3) Dubarry toucha en 1926 des fonds secrets de la république de Weimar pour faire de la propagande en faveur de l'Allemagne.

(4) Hebdomadaire satirique parisien.

(5) La France de Nice et du Sud-Est, 29 juin 1926

(6) Son passage à la mairie de Beaulieu provoqua beaucoup de remous qui se soldèrent par sa démission en 1927-

(7) La France de Nice et du Sud-Est, 29 juin 1926

(8) La France de Nice et du Sud-Est, 27 septembre 1926

(9) La France de Nice et du Sud-Est, 29 mai 1926

(10) La France de Nice et du Sud-Est, k mars 1926

(11) La France de Nice et du Sud-Est, 7 mars 1926

(12) Séverine, V. Margueritte et A. Négis s'attachèrent plus particulièrement à cette question.

(13) La France de Nice et du Sud-Est, 3 janvier 1927

(14) La France de Nice et du Sud-Est, 28 février 1928

(15) La France de Nice et du Sud-Est, 2 mars 1926

(16) La France de Nice et du Sud-Est, 20 février 1926

(17) La France de Nice et du Sud-Est, 11 avril 1926

(18) La France de Nice et du Sud-Est, 27 juin 1926

(19) La France de Nice et du Sud-Est, 25 août 1926

(20) La France de Nice et du Sud-Est, 13 mars 1927

(21) La France de Nice et du Sud-Est, 23 juin 1926

(22) La France de Nice et du Sud-Est, 14 avril 1926

(23) La France de Nice et du Sud-Est, 26 septembre 1929

(24) Il faut noter qu'Albert Dubarry toucha en 1926 des fonds secrets de la république de Weimar.

(25) La France de Nice et du Sud-Est, 23 avril 1926

(26) La France de Nice et du Sud-Est, 20 mai 1926

(27) La France de Nice et du Sud-Est, 19 septembre 1926

(28) La France de Nice et du Sud-Est, 26 novembre 1926

(29) La France de Nice et du Sud-Est, 21 novembre 1926 (encart de dernière heure)

(30) La France de Nice et du Sud-Est, 22 novembre 1926

(31) Citation de Machiavel en préface à un article du 26 juillet 1927.

(32) La France de Nice et du Sud-Est, 20 décembre 1926

(33) La France de Nice et du Sud-Est, 3 avril 1927

(34) La France de Nice et du Sud-Est, 29 mars 1927

(35) La France de Nice et du Sud-Est, 19 novembre 1926

(36) La France de Nice et du Sud-Est, 2k décembre 1926

(37) La France de Nice et du Sud-Est, 22 novembre 1926

(38) La France de Nice et du Sud-Est, 29 mars 1927

(39) La France de Nice et du Sud-Est, 11 novembre 1926

(40) La France de Nice et du Sud-Est, 2 au 19 novembre 1926

(41) La France de Nice et du Sud-Est, 18 août 1927

(42) La France de Nice et du Sud-Est, 5 décembre 1926

(43) La France de Nice et du Sud-Est, 12 novembre 1926

(44) La France de Nice et du Sud-Est, 12 décembre 1926

(45) La France de Nice et du Sud-Est, 24 octobre 1926

(46) La France de Nice et du Sud-Est, 22 novembre 1926

(47) La France de Nice et du Sud-Est, 17 décembre 1926

(48) La France de Nice et du Sud-Est, 26 février 1927

(49) Voir les leaders des 24, 26, 28 novembre et des 1er, 3, 5, 8, 10 décembre 1926 intitulés "Romans chez la concierge".

(50) La France de Nice et du Sud-Est, page italienne, 25 avril 1926

(51) La France de Nice et du Sud-Est, page italienne, 27 novembre 1926

(52) La France de Nice et du Sud-Est, page italienne, 5 janvier 1926

(53) La France de Nice et du Sud-Est, page italienne, 20 mars 1927

(54) La France de Nice et du Sud-Est, page italienne, 26 avril 1926

(55) La France de Nice et du Sud-Est, 5 avril 1927

(56) La France de Nice et du Sud-Est, 10 décembre 1928

(57) La France de Nice et du Sud-Est, 5 avril 1927

(58) La France de Nice et du Sud-Est, 11 juin 1926

(59) La France de Nice et du Sud-Est, 10 avril 1927

(60) La France de Nice et du Sud-Est, 30 janvier 1927

(61) La France de Nice et du Sud-Est, 11 septembre 1927

(62) La France de Nice et du Sud-Est, 28 avril 1927

(63) La France de Nice et du Sud-Est, 28 avril 1927